



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère du Développement durable  
et des Infrastructures

Administration de l'environnement

Esch-sur-Alzette, le 05/10/2015

| Enregistré |         |          |
|------------|---------|----------|
| Scen       | Tableau | PZ       |
|            | AG      | FEID1205 |

ENECO S.A.  
Direction  
BOITE POSTALE 83  
L-5201 SANDWEILER

| NO    | UG           | RK   |
|-------|--------------|------|
| 46    | ENTREE LE    |      |
| Sect. | 06 OCT. 2015 |      |
| ABI   | ENECO S.A.   | ABVI |
| ABII  | ABIII        | ABIV |
|       |              | ABV  |

N° du dossier : 1/14/0477

à indiquer lors de toute correspondance s.v.p.  
Dossier suivi par : M. Philippe MOMPER

**Établissement :** Carrières Feidt s.à r.l.

**Objet :** extension de la carrière et de la décharge pour déchets inertes (arrêté 1/03/0603)

**Emplacement :** Section F < RECKANGE >  
Commune : MERSCH

**Concerne :** Notification d'une décision du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement conformément à l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Madame, Monsieur,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe, à titre d'information, une copie de l'arrêté ministériel 1/14/0477 délivré par le Ministre ayant dans ses attributions l'environnement, relatif à la demande précitée, ceci d'après les dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Par ailleurs, je tiens à préciser que l'original de l'arrêté ministériel est notifié directement à l'exploitant en date de ce même jour.

Conformément aux dispositions de l'article précité de la loi modifiée du 10 juin 1999, une copie de l'arrêté est notifiée à l'Administration communale de MERSCH.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe MOMPER  
Ingénieur-technicien principal

Copie: Inspection du travail et des mines

Division des établissements classés  
1, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette

Tél: (+352) 405656-600  
Fax: (+352) 405656-696

philippe.momper@aev.etat.lu  
www.emwelt.lu

Page 1 de 1



Esch-sur-Alzette, le 05 OCT. 2015

Arrêté N° : 1/14/0477

## LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT,

Vu la demande du 23/09/2014, présentée par la S.à r.l. Carrières Feidt, aux fins d'obtenir l'autorisation d'agrandir et d'exploiter près de Brouch, sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Mersch, section « F » de Reckange au lieu – dit « Reckinger Wald » une carrière et une décharge pour déchets inertes; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour les éléments suivants:

Vu l'arrêté 1/03/0603 du 05/06/2008 délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions autorisant la S.à r.l. Carrières Feidt à exploiter une carrière à ciel ouvert et une décharge pour déchets inertes située à l'endroit précité ;

Vu l'arrêté 03/PD/05 du 05/06/2008 délivré par le ministre ayant l'environnement dans ses attributions autorisant la S.à r.l. Carrières Feidt à exploiter un centre régional pour la gestion de déchets inertes à l'endroit précité ;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets ;

Vu le règlement grand-ducal du 9 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » ;

Vu la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux ;

Vu la décision modifiée 2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets, et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;

Vu la loi du 26 novembre 2008 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement;

Vu l'article 30, point (7), de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets qui dispose que les autorisations délivrées en application de la législation relative aux établissements classés sont combinées matériellement avec l'autorisation requise en vertu de la législation sur les déchets ;

Vu le document intitulé ENECO-140311FEID1205D-EIE élaboré par la société ENECO S.A. en date du 11 mars 2014 relatif à l'évaluation des incidences sur l'environnement, que plus particulièrement les informations fournies par le maître d'ouvrage dans le cadre de cette procédure font partie intégrante du dossier de demande susmentionné ;

Vu l'autorisation n° 56.393 GW /yd datée au 13 août 2003 délivrée par le Ministre de l'Environnement en vertu de la loi modifiée du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et couvrant l'exploitation de la carrière ainsi que l'aménagement d'une décharge pour déchets inertes ; que plus particulièrement l'autorisation précitée oblige l'exploitant de procéder au remblayage de la carrière ;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande que les matières de déblayage (terres arables, terres végétales, ....) et autres résidus résultant du traitement des matières minérales extraites de la carrière seront réutilisés à des fins de remblayage endéans un délai d'un an à compter de la fin d'exploitation des phases d'exploitation respectives ;

Vu la décision de la Commission du 20 avril 2009 relative à la définition des critères de classification des installations de gestion de déchets conformément à l'annexe III de la directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;

Vu la décision de la Commission du 30 avril 2009 complétant la définition du terme « déchets inertes » en application de l'article 22, paragraphe 1, point f, de la directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, les dépôts de matières de déblayage et des autres résidus résultant du traitement des matières minérales extraites de la carrière ne constituent pas une installation de gestion des déchets au sens de la loi précitée du 26 novembre 2008 ;

Vu la copie de la demande du 12 novembre 2014 introduite auprès du Ministère de l'environnement par le bureau d'études ENECO S.A. en vue de l'obtention de l'autorisation en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles jointe au dossier de demande et faisant partie intégrante de l'évaluation des incidences sur l'environnement élaborée en date du 11 mars 2014 ;

Vu le document intitulé « Impact-Studie zu den vom Betrieb eines Steinbruches und einer Deponie für mineralische Inertabfälle am Standort Brouch hervorgerufenen Geräuschimmissionen (Erweiterung und Überhöhung des genehmigten Standortes) » (Bericht Nr. 668-403-1), élaboré en date du 25 mars 2014 par l'organisme agréé iB(A) – Ingenieurbüro für Akustik ;

Considérant qu'il ressort du dossier de demande et plus particulièrement de l'étude susmentionnée que l'emploi d'explosifs pour l'abattage se limitera à 5 campagnes de tirs à la mine par année ;

Vu le document intitulé « Berechnung der Immissionszusatzbelastung durch Schwebstaub und Staubbiederschlag für die Erweiterung des genehmigten Steinbruches und die

Extension und Überhöhung des genehmigten Interabfalldeponie Typ II der Firma Carrières Feidt S.A. am Standort Brouch », élaboré en date du 25 mars 2014 par l'organisme agréé INGENIEURBÜRO FÜR METEOROLOGIE UND TECHNISCHE ÖKOLOGIE ;

Vu le document intitulé « Hydro-und strukturgeologische Untersuchungen zur Erweiterung der Abbaufäche des Steinbuchs Brouch der Firma Feidt » élaboré en juillet 2006 par Dr Petra Münzberger, Geologie/Physische Geographie, Ringstraße 87, D-64380, Roßdorf b. Darmstadt sur l'influence de l'extension de la carrière sur les sources « Fielsbour » et « Sulgen » ;

Vu le document intitulé « Hydrogeologische Untersuchungen im Steinruch Brouch » élaboré en novembre 2006 par le bureau d'études Geoson, Géotechnique , Sondages Mécanique des Sols, 22, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern en relation avec les mesures des niveaux des eaux souterraines et les déversements des eaux de ruissellement ;

Vu le mémoire technique N° 09/130-2OB/gibe élaboré en date du 28/06/2013 par el bureau d'études Schroeder & Associés, 8, rue des Girondins, L -1626 Luxembourg, en relation avec la délimitation des zones de protection du captage-source « Sulgen » à Reckange (ZPS 3001) ;

Vu le rapport d'étude n° 20051726-GC06-3002-Z1-2 du 25/04/2013 intitulé « Délimitation des zones de protection Captages Fielsbour 1 (SCS-509-35), Fielsbour 2 (SCS-509-36) et Fielsbour 3 (SCS-509-37) Groupe Fielsbour Z1-2 Code ZPS AGE 3001 Partie A : Partie écrite » élaboré par le bureau d'études GeoConseils, b.p. 108, L-8303 Capellen ;

Vu le rapport d'étude n° 20051726-GC06-3001-Z1-2 du 29/04/2013 intitulé « Délimitation des zones de protection Captages Fielsbour 1 (SCS-509-35), Fielsbour 2 (SCS-509-36) et Fielsbour 3 (SCS-509-37) Groupe Fielsbour Z1-2 Code ZPS AGE 3001 Partie C : Catalogue des mesures » élaboré par le bureau d'études GeoConseils, b.p. 108, L-8303 Capellen

Vu le document intitulé ENECO-140311FEID1205D-Impaktnotiz FFH élaboré par ENECO S.A. en date du 11 mars 2014 relatif à l'évaluation des incidences sur la zone habitat de la « Vallée de la Mamer et de l'Eich (LU0001018) » ;

Vu le document intitulé ENECO-140311FEID1205D-Impaktnotiz FFH\_rev\_01 élaboré par ENECO S.A. en date du 11 août 2014 relatif à l'évaluation des incidences sur la zone habitat de la « Vallée de la Mamer et de l'Eich (LU0001018) » ;

Vu le document ENECO-140304FEID1205D-Vorschlag GW-Pegel intitulé « Vorschlag zur Lage und zum Ausbau von Grundwassermessstellen », élaboré par ENECO S.A. en date du 4 mars 2014 ;

Vu le document ENECO-140304FEID1205D-Vorschlag GW-Pegel\_rev01 intitulé « Vorschlag zur Lage und zum Ausbau von Grundwassermessstellen Revision 01 », élaboré par ENECO S.A. en date du 22 juillet 2014 ;

Vu la prise de position du 15 septembre 2014 de l'exploitant par rapport aux conclusions et recommandations formulées dans les documents susmentionnés ;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis émis en date du 30 mars 2015 par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de Mersch ;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, aucune observation n'a été présentée à l'égard du projet susmentionné ;

Considérant que seule l'acceptation de déchets inertes non-contaminés est autorisée dans le cadre de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes faisant l'objet du présent arrêté ;

Considérant que les procédures de contrôles déterminées dans le cadre du présent arrêté sont de nature à éviter l'acceptation de déchets inertes non acceptables ;

Considérant par ailleurs, que l'exploitant doit, mis à part les conditions fixées dans le cadre du présent arrêté, se conformer à la législation applicable en la matière, dont notamment le règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets ;

Considérant que le règlement grand-ducal du 9 janvier 2004 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel « décharges pour déchets inertes » détermine à son annexe I la répartition par « région d'aménagement » des décharges pour déchets inertes et de remblais ; que plus particulièrement le centre régional pour gestion de déchets inertes près de Brouch est supposé asservir la région centre ;

Considérant que selon le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, le poste de transformation d'une puissance électrique de 500 kVA relève de la classe 4 en matière d'établissements classés;

Considérant que selon le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés, la station fixe de distribution de gasoil dont le volume total du réservoir est de 1'000 litres (volume total >300 litres et < 20'000 litres) relève de la classe 4 en matière d'établissements classés;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les établissements de la classe 4 sont soumis aux prescriptions fixées par règlement grand-ducal ; que par conséquent le poste de transformation susmentionné ne fait pas l'objet du présent arrêté;

Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée,

## ARRÊTE:

Les autorisations sollicitées en vertu de la législation relative aux établissements classés et de celle relative aux déchets sont accordées à la société CARRIERES FEIDT S.A., Ernzerberg, L-7639 Ernzen, sous réserve des conditions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>:** Conditions fixées en vertu de la législation établissements classés :



## I) Eléments autorisés

### *Concernant l'emplacement :*

1) Les éléments énumérés à la condition 1)2) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être installés et exploités sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mersch, section F de Reckange, sous les numéros 1904/2575 (partie étroite sud-ouest), 1904/2516 (partie ouest) et 1904/2514 (partie ouest) suivant l'extrait cadastral du 18/07/2014.

### *Concernant les différents éléments autorisés:*

2) Sont autorisés les éléments suivants :

- ♦ L'extension de la carrière existante vers l'est sur une surface de 6,4 ha, représentant un volume d'approximativement  $4,422 \cdot 10^6 \text{ m}^3$  de matières minérales utilisables ;
- ♦ L'extension de la carrière existante sur une surface de 6,9 ha pour la fourniture d'approximativement  $4'400'000 \text{ m}^3$  de matières premières comprenant entre autres :
  - Un portail d'entrée ;
  - Un parking pour le personnel de la carrière ainsi que pour visiteurs ;
  - Un hall d'entretien et de réparation d'une surface de  $550 \text{ m}^2$  et comprenant au rez-de-chaussée :
    - une partie pour des travaux de mécanique,
    - une partie pour des travaux de soudure,
    - une partie pour des travaux d'entretien et une partie pour des travaux de montage / démontage de pneus
    - une pièce séparée pour entreposer les consommables d'usage tels que des huiles hydrauliques dans un réservoir aérien à double parois de 3'000 litres, huiles usagées dans un réservoir aérien à double parois de 2'500 litres, un fût de 200 litres d'huiles pour engrenages, un fût de 200 litres de graisses lubrifiantes, deux fûts de 200 litres d'huiles pour moteurs, un fût de 200 litres de liquides lave-glace et autres ;
    - une chaudière à gasoil
  - et au premier étage, entre autres :
    - les bureaux pour la bascule et le contrôle à l'entrée ;
    - les locaux sociaux et sanitaires pour le personnel de la carrière ;
  - Un réservoir en PEHD d'une capacité de 5'000 litres destiné au stockage des eaux usées en provenance des installations sanitaires et des locaux sociaux, muni d'un système de vidange, de dégazage et d'aération externes et d'une alarme antidébordement à deux niveaux;
  - Un dépôt de 10 bouteilles de gaz pour soudage
- Le concassage et le calibrage des matières minérales extraites à l'aide des installations mobiles suivantes :
  - Une installation mobile de concassage d'une puissance de 155 kW ayant une capacité horaire maximale de 200 Mg ;
  - Une installation mobile de criblage d'une puissance de 72 kW ayant une capacité horaire maximale de 200 Mg ;
- Un dépôt d'au maximum  $10'000 \text{ m}^3$  de pierres naturelles concassées et calibrées;
- L'emploi d'explosifs, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, pendant cinq campagnes au maximum par année;
- 5 différents engins de chantier utilisés dans le cadre de l'exploitation de la carrière :



3) Ne sont pas couverts par le présent arrêté :

- ♦ l'aménagement et l'exploitation d'un dépôt d'explosifs ;
- ♦ l'aménagement et l'exploitation d'une aire de ravitaillement en gasoil avec un réservoir aérien à double paroi de 1'000 litres ;
- ♦ l'aménagement et l'exploitation du poste de transformation d'une puissance électrique de 500 kVA ;

### *Concernant l'horaire de fonctionnement :*

4) L'exploitation de l'établissement en ce qui concerne les éléments énumérés à la condition 1)2) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, à l'exception des installations utilitaires et des aires de stationnement, est limitée à la période allant de 7<sup>00</sup> heures à 17<sup>00</sup> heures pendant les jours ouvrables.

## II) Modalités d'application

1) Les éléments énumérés à la condition 1)2) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doivent être aménagés et exploités conformément à la demande du 23/09/2014, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.

## III) Conditions spécifiques concernant la carrière à ciel ouvert

### *Concernant les limites de la carrière à ciel ouvert :*

1) Dans un délai de six mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant doit placer des bornes pour déterminer le périmètre de la carrière à ciel ouvert autorisée par le présent arrêté.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite des travaux d'extraction et de remblayage, préalablement à la réalisation des travaux de découverte dans un secteur donnée, et conservé jusqu'au réaménagement final de ce même secteur.

2) L'exploitant doit établir pour son établissement un plan, à l'échelle adaptée, indiquant

- les limites du périmètre de l'établissement ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres ;



- l'emplacement exact du bornage avec indication des coordonnées dans le système de coordonnées LUREF (Ym - Xm) ;
- la limite d'extraction et de remblayage ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ;
- les zones remises en état.

Ce plan doit être mis à jour annuellement.

### *Concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert :*

3) Le déboisement et le défrichage éventuel des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation de la carrière.

4) Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

5) Le décapage est réalisé de manière sélective en évitant le mélange des terres arables/végétales aux stériles. Les fractions en question sont stockées séparément et réutilisées dans le cadre du réaménagement de la carrière.

## IV) Concernant les normes applicables

### *Condition de base :*

1) Les règles de l'art se reflètent par les normes légalement applicables au Grand-Duché de Luxembourg. A défaut de normes spécifiques européennes et nationales, les normes les plus récentes de la République fédérale d'Allemagne servent de référence pour apprécier les règles de l'art.

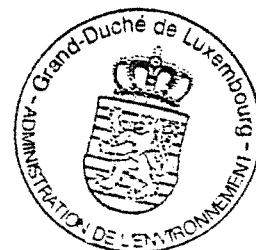
## V) Protection de l'air

### *Conditions de base :*

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

3) La dilution des rejets pour respecter les limitations en question est interdite.





## *Concernant la définition des paramètres spécifiques :*

### *concernant les effluents gazeux :*

4) Dans le présent arrêté on entend par effluents gazeux l'air évacué, les fumées et les autres polluants atmosphériques émis par les installations.

### *concernant la grandeur de référence pour la concentration des émissions :*

5) Les seuils exprimés en concentration et les teneurs en oxygène utilisées en tant que grandeurs de référence se rapportent au volume des effluents gazeux dans des conditions standard (0°C, 1013 mbar) et après déduction de l'humidité (état sec).

6) Les seuils d'émission exprimés en concentration se rapportent à une quantité d'effluents gazeux pas plus dilués que ne le nécessitent la technique et l'exploitation.

Pour le cas où la grandeur de référence pour une installation figurant dans des conditions spécifiques ci-après est indiquée comme teneur volumique en oxygène, les concentrations mesurées doivent être ramenées à cette grandeur.

### *concernant l'interprétation des valeurs limites imposées :*

7) Les valeurs calculées des rejets de polluants sont déterminées en moyennes semi-horaires.

8) Lors des mesures qui accompagnent le contrôle de réception et lors des mesures ultérieures, la limitation des émissions est considérée comme respectée si aucune des moyennes déterminées au sens du point précité, ne dépasse la valeur limite.

## *Concernant les critères appliqués pour attribuer les sources d'émissions à une installation spécifique :*

9) On désigne comme une seule installation les sources d'émissions qui forment un ensemble du fait de leur disposition sur le site d'implantation et dont :

- les émissions contiennent essentiellement les mêmes polluants ou des polluants similaires;
- les émissions peuvent être réduites grâce aux mêmes moyens techniques;
- les infrastructures communes sont utilisées (p.ex. une centrale énergétique).

10) Les parties d'une installation qui ont pour seule fonction d'en remplacer d'autres en cas de panne n'entrent pas dans les caractéristiques prises en compte.

## *Conditions en matière de rejets :*

### *conditions de base :*

11) Les effluents ne doivent pas être à l'origine d'impacts négatifs sur le milieu naturel ambiant.

12) Les rejets de polluants doivent être collectés et évacués d'une manière contrôlable dans l'atmosphère, ceci moyennant des ouvrages appropriés. Le cas échéant,

les effluents doivent être traités préalablement dans une installation de filtration appropriée afin de respecter les seuils d'émissions imposés par le présent arrêté.

*conditions en matière du captage des émissions générées dans les ateliers de travail :*

13) Afin de garantir une évacuation contrôlée des effluents, ceux-ci doivent être captés le plus proche possible de la (ou les) source(s) génératrice(s).

14) L'installation de captage doit être dimensionnée, construite, aménagée, exploitée et entretenue de manière à éviter en toutes circonstances des émissions diffuses dans l'atmosphère.

15) Les matériaux utilisés pour la construction de l'installation doivent être résistants aux effluents captés.

*conditions en matière des ouvrages d'évacuation :*

16) Les ouvrages d'évacuation de rejets doivent être conçus de manière à favoriser une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère.

17) A cette fin la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse en aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

18) Les ouvrages d'évacuation doivent être conçus et aménagés spécialement à cet effet. Ils doivent être étanches et résistants aux rejets y évacués. Ils doivent être entretenus régulièrement afin de garantir en permanence les exigences susmentionnées.

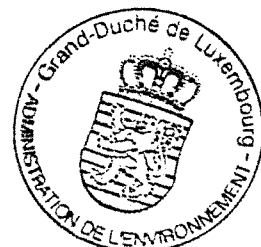
19) La diffusion des effluents gazeux dans l'atmosphère doit se faire au-dessus de la toiture de l'établissement.

*Concernant la production, la transformation et le transport d'énergie :*

*conditions de base :*

20) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter dans le cadre de l'exploitation de l'établissement la consommation d'énergie (électricité, chaleur, vapeur, froid) à un minimum.

21) Le bon fonctionnement du (ou des) système(s) d'alimentation et de transformation d'énergie doit être garanti en permanence.



## *Concernant l'atelier mécanique et l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et autres engins :*

### *conditions de base :*

22) Toutes les activités liées aux procédés de façonnage doivent se faire à l'intérieur de l'atelier destiné à ces fins. Il en est de même en ce qui concerne les activités de réparation de véhicules et autres engins.

23) Les ateliers doivent être construits, aménagés, exploités et entretenus de manière à éviter en toutes circonstances des émissions diffuses dans l'atmosphère.

24) En aucun cas des portes ou fenêtres ouvertes ne peuvent être utilisées pour assurer la ventilation adéquate d'un atelier. Le cas échéant, une installation de ventilation appropriée doit être installée à cette fin.

### *condition spécifique concernant les activités de soudage et d'oxycoupage :*

25) Les émissions causées par les activités de soudage et d'oxycoupage doivent être captées convenablement et être canalisées vers une installation de filtration appropriée. Cette filtration peut se faire respectivement par poste de travail ou par une installation centrale de l'atelier.

## *Concernant les installations de concassage et de criblage :*

26) Les installations mobiles de concassage et de criblage doivent être aménagées et exploitées de manière à limiter les émissions de poussières à un minimum. Le cas échéant, les installations doivent être munies de systèmes de pulvérisation d'eau appropriés aux endroits susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières.

La hauteur de déversement des produits pulvérulents (produits déversés des convoyeurs) doit être limitée à un minimum. Le cas échéant, le(s) point(s) de déversement concerné(s) doit(ven)t être équipé(s) avec un système de pulvérisation d'eau.

## *Concernant la carrière à ciel ouvert :*

27) L'exploitant doit mettre en œuvre dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la carrière des mesures appropriées afin de réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières à un minimum.

## *Concernant l'aménagement des voies d'accès et des aires de manœuvres sur le site de la carrière à ciel ouvert :*

28) Afin d'éviter tout envol de poussières notamment pendant les périodes sèches les voies de circulation ainsi que les aires de manœuvres et de stockage doivent

- être consolidés à l'aide d'un revêtement de roulement approprié [macadam, béton ou autre produit équivalent] (en ce qui concerne plus particulièrement les aires servant au stockage de matières minérales sur le site de la centrale à béton ainsi que les voies de circulation, les aires de manœuvres et les aires de stockage sur le site de la carrière, le laitier, concassé ou gravier ou autre produit équivalent y est à considérer comme matériau adéquat pour la réalisation du revêtement de roulement);

- être nettoyés convenablement moyennant des engins appropriés efficaces, garantissant un nettoyage sans envol de poussières;
- être arrosés régulièrement (le cas échéant).

Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. A cet effet des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues.

### *Concernant l'utilisation de produits/substances halogénés :*

29) Toute exploitation et tout stockage des substances suivantes sont interdits:

- les réfrigérants R11, R12, R113, R114, R115 et R22, ou tout autre mélange contenant un ou plusieurs de ces substances, dans les appareils de refroidissement;
- les solvants trichloroéthane 1.1.1. et tétrachlorocarbone;
- les halons 1211, 1301 et 2402.

Le stockage ainsi que l'utilisation de mousse renfermant une des substances halogénées mentionnées ci-avant sont également interdits.

### *Concernant l'entretien de l' (des) installation(s) de dépollution :*

30) L'entretien de l' (des) installation(s) de dépollution doit être assuré de façon à ce qu'un traitement efficace des poussières et gaz nocifs soit garanti en permanence. Ainsi, l'exploitant doit justifier notamment du remplacement des filtres selon les exigences du constructeur et en fonction de l'utilisation. Les pièces justificatives doivent être tenues à disposition des agents de contrôle.

## VI) Protection des eaux

### *Conditions de base :*

1) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans un cours d'eau récepteur des eaux et/ou des substances pouvant provoquer une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

2) Toute utilisation de flocculants est interdite.

### *Conditions spécifiques concernant les eaux résiduaires du bâtiment abritant les locaux sanitaires et sociaux et celles des installations sanitaires du hall abritant l'atelier de réparation:*

3) Les eaux usées résiduaires du bâtiment abritant les locaux sanitaires et sociaux ainsi que les eaux usées en provenance des installations sanitaires du hall abritant l'atelier de réparation et d'entretien de véhicules et autres engins sont à raccorder au réservoir en PEHD d'une capacité de 5'000 litres. Tout raccordement d'autres types d'eaux à ce réservoir est interdit.

4) Le réservoir ainsi que les tuyaux le reliant aux installations sanitaires doivent être parfaitement étanches à l'eau.

5) Le réservoir doit être vidangé régulièrement et en cas de besoin par une entreprise autorisée à cet effet.

*Conditions spécifiques concernant les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures :*

*conditions spécifiques concernant le traitement des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures :*

6) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, p. ex. les eaux de surface en provenance de aire multifonctionnelle et de l'installation de nettoyage de pneus, doivent être traitées dans des installations de séparation de liquides légers (p.ex. hydrocarbures) avant d'être raccordées au bassin de rétention pour eaux de surface.

Chaque installation doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Elle doit être munie d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

7) Les eaux de pluie originaires des surfaces consolidées et des toitures qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ainsi que les eaux sanitaires ne doivent pas être raccordées aux installations de séparation susmentionnées.

8) Les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux aux installations de séparation de liquides légers ainsi que les caniveaux mêmes et les joints doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines. La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

9) Chaque installation de séparation de liquides légers (p. ex. hydrocarbures) doit être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée, au besoin, des boues et liquides retenus.

Il en est de même des caniveaux servant à recueillir les eaux qui doivent être régulièrement nettoyés de façon à ce qu'il n'y ait pas de dépôt de boues.

Les boues et les liquides en question sont à considérer comme déchets dangereux et à éliminer en tant que tels conformément à la législation applicable en la matière.

*conditions spécifiques concernant l'installation de lavage de pneus :*

10) L'installation fonctionnera en circuit-fermé.

11) La cuve de rétention et de décantation ne doit pas disposer de trop-plein. En cas de risque de débordement, l'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour évacuer les eaux excédentaires vers une installation dûment autorisée à cet effet.

12) L'utilisation de détergents est interdite.

13) La cuve de rétention et de décantation doit toujours être maintenue en parfait état de fonctionnement. Elle doit être débarrassée régulièrement des boues retenues.

*Concernant le raccordement des sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage de produits chimiques au réseau d'égout :*

14) Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement de produits chimiques liquides et/ou d'hydrocarbures vers un des réseaux de collecte des eaux de l'établissement ou vers l'extérieur. A cette fin, il sera notamment interdit de raccorder les sols des ateliers de travail, des locaux techniques et de stockage de produits chimiques à un des réseaux de collecte des eaux de l'établissement.

*Conditions spécifiques concernant la collecte et l'évacuation des eaux superficielles sur et en provenance du site de la carrière à ciel ouvert :*

15) Sur l'emprise des zones exploitées de la carrière toutes les eaux superficielles non-polluées sont à collecter dans des points bas et à évacuer, pour autant que possible, vers les bassins de rétention.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter l'infiltration d'eaux en provenance des terrains limitrophes sur les surfaces de la carrière en exploitation.

16) Les eaux superficielles en provenance du chemin d'accès principal sont à évacuer via le fossé de façon à ne pas porter atteinte à l'environnement et de ne pas influencer négativement la circulation sur la N8.

## VII) Protection du sol et du sous-sol

*Concernant le stockage et la manipulation des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement :*

*(à l'exception du stockage de gasoil dans le cadre de la station de distribution de gasoil)*

*conditions de base :*

1) L'entreposage des produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des réservoirs répondant aux exigences arrêtées ci-dessous.

2) Le stockage et la manipulation de ces produits doivent être effectués sur des aires étanches permettant de recueillir des fuites éventuelles.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien intelligible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer en caractères très lisibles le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement doivent être stockés dans des réservoirs spécialement prévus à cet effet. Ces réservoirs doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

5) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

6) Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

7) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

8) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

*conditions en matière du stockage de produits liquides dans des récipients mobiles :*

9) Les produits chimiques liquides (huiles, laques, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

10) Les récipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

11) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée, soit par leur fabricant, soit par un organisme agréé.

12) Les récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

*conditions spécifiques concernant les réservoirs aériens fixes à double paroi :*

*conditions de base :*

13) Le(s) réservoir(s) doi(ven)t présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité. Il(s) doi(ven)t résister à la pression du liquide statique, aux surpressions et sous-pressions résultant de l'exploitation et aux charges et influences extérieures. Ainsi les parois doivent résister aux actions d'ordre mécanique, thermique et chimique, être imperméables et durables contre les liquides inflammables et les gaz et résister aux vieillissement et aux flammes.

14) Les réservoirs doivent être maintenus solidement, de façon qu'ils ne puissent en aucun cas remonter sous l'effet de la poussée des eaux (poussée d'Archimède).

15) L'étanchéité du (des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.



16) Chaque réservoir doit être équipé d'un ou de plusieurs tubes d'évents d'une section au moins égale au 1/4 de la section de la canalisation de remplissage et ne comportant ni robinet ni obturateur.

Ils doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du niveau emmagasinable.

Les orifices des tubes d'évents doivent déboucher à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison. Il seront protégés contre la pluie.

La présente condition n'est pas applicable aux réservoirs qui ne sont pas munies d'une canalisation/tuyauterie de remplissage.

17) Tous les réservoirs doivent être numérotés. À côté de chaque réservoir, une plaque signalétique doit être fixée indiquant le numéro de réservoir, l'année de fabrication, sa capacité (le cas échéant, de chaque compartiment), le nombre de parois ainsi que le nom du produit pour lequel il est destiné.

18) Toutes les ouvertures et tous les raccords doivent se trouver sur la partie supérieure du (des) réservoir(s) et au-dessus du liquide emmagasiné.

19) Toutes les précautions doivent être prises pour protéger les réservoirs, les tuyauteries et les accessoires contre la corrosion interne ou externe.

20) Tout réservoir doit être équipé d'un dispositif de jaugeage approprié permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

21) Chaque réservoir doit être muni d'un détecteur de fuite approprié.

condition supplémentaire concernant le(s) réservoir(s) destiné(s) au stockage de gasoil ou d'huiles :

22) L'espace compris entre les deux parois de chaque réservoir doit être rempli d'un liquide antigel ou d'un gaz, non corrosif et ne présentant pas de risque de contamination ou de pollution pour le sol ou l'eau souterraine.

Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif d'alerte distinct permettant de détecter toute fuite du liquide ou du gaz témoin survenant soit vers l'intérieur, soit vers l'extérieur du réservoir.

Le vase d'expansion du dispositif d'alerte doit avoir une capacité adaptée à la capacité du réservoir.

En cas de fuite, ce dispositif doit déclencher automatiquement une alarme optique et acoustique judicieusement placée. Lorsque cette alarme est déclenchée, l'exploitant ou son délégué doit immédiatement prendre toutes les dispositions nécessaires afin de faire contrôler dans les plus brefs délais l'état du réservoir.

conditions en matière des installations et équipements des tuyauteries :

23) Les tuyauteries et conduites servant aux transports des fluides doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.



24) Les tuyauteries et accessoires fixes doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes les garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

25) Toutes les dispositions matérielles doivent être prises pour éviter l'écoulement du produit par la bouche de remplissage.

26) Les tuyauteries et conduites servant aux transports des fluides doivent être clairement identifiées. Elles doivent être différenciées entre elles par des couleurs conventionnelles correspondant chacune au produit transporté. En outre elles doivent être munies d'étiquettes bien lisibles. D'une façon particulière, auprès de chaque conduit de ravitaillement, la capacité nette du réservoir ainsi que le produit auquel le réservoir est destiné, doivent être indiqués de façon intelligible.

27) La tuyauterie de remplissage doit être à pente descendante vers le réservoir sans aucun point bas.

28) Les tuyauteries souterraines ou enterrées servant au transvasement de liquides inflammables doivent être à double paroi, métalliques, concentriques et continues. Elles doivent être équipées d'un dispositif de détection de fuite approprié.

Par dérogation à l'alinéa précédent les tuyauteries servant à aspirer des liquides inflammables peuvent être réalisées et exploitées à simple paroi.

concernant les opérations de remplissage des réservoirs :

*conditions de base :*

29) Le remplissage des réservoirs doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte.

30) L'exploitant ou bien la personne déléguée à cet effet doit contrôler, avant chaque remplissage d'un réservoir, que celui-ci est capable d'admettre sans risque de débordement la quantité de produit à transvaser.

31) Les opérations de remplissage doivent être surveillées visuellement par une personne.

32) Les opérations de transvasement doivent se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) au(x) produit(s) manipulé(s) et permettant de recueillir des pertes ou des fuites éventuelles.

*condition supplémentaire concernant le(s) réservoir(s) équipés avec une tuyauterie de remplissage :*

33) Toute opération de remplissage à partir d'un camion-citerne doit être contrôlée par un dispositif de sécurité électrique qui doit interrompre automatiquement le remplissage du réservoir avant que le niveau maximal d'utilisation ne soit atteint.

*condition supplémentaire concernant le(s) réservoir(s) sans tuyauterie de remplissage :*

34) Le remplissage à partir d'un camion-citerne doit se faire à l'aide d'un pistolet de distribution muni d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit avant que le niveau d'utilisation maximal ne soit atteint.

concernant l'entretien des installations :

35) Les installations doivent être maintenues en état d'étanchéité parfaite. Les réservoirs, tuyauteries et autres accessoires dont le manque d'étanchéité aura été constaté doivent être immédiatement remplacés ou mis hors service. Aucune opération d'exploitation ne doit être effectuée si une installation ne se trouve pas en parfait état de fonctionnement.

36) Toutefois, en ce qui concerne les réservoirs à double paroi, si seule la paroi extérieure présente un manque d'étanchéité, l'exploitant devra veiller à ce qu'une personne agréée à ces fins procède immédiatement à une vérification et une épreuve d'étanchéité de la paroi intérieure. Si ce contrôle s'avère satisfaisant les réservoirs en question peuvent être maintenus en service pendant un délai de trois mois à compter de la date du constat de la défectuosité. L'Administration de l'environnement peut toutefois imposer la mise hors service du réservoir en question dans un délai plus rapproché si les circonstances locales l'imposent (par exemple en raison de l'agressivité du sol).

### *Concernant l'installation de lavage de pneus :*

37) L'installation de lavage doit être uni et imperméable aux hydrocarbures et à l'eau jusqu'y compris les caniveaux recueillant les eaux de l'installation de lavage, afin de garantir une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les joints des caniveaux et les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux à l'installation de séparation de liquides légers. L'étanchéité des tuyaux de canalisation en amont de l'installation de séparation ainsi que celle de l'installation de séparation doivent être contrôlées.

38) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures.

39) La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

### *Concernant les activités ravitaillement en carburant, d'entretien et de réparation des véhicules et engins de chantier utilisés dans le cadre de l'exploitation de l'établissement faisant l'objet du présent arrêté :*

40) En dehors des aires/ateliers spécialement aménagés et faisant l'objet du présent arrêté, les activités d'entretien et de réparation ainsi que le ravitaillement en carburant des véhicules et des engins de chantier sont interdits.

### *Concernant l'atelier d'entretien et de réparation de véhicules et autres engins et l'atelier mécanique :*

41) Les sols des ateliers doivent être unis et imperméables. Ainsi, une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sol et sous-sol doit être garantie pendant toute la durée d'exploitation. L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures.

42) Il est interdit de munir la fosse de visite d'un écoulement.

## VIII) Lutte contre le bruit et les vibrations

### *Condition de base :*

1) Les installations et leurs annexes seront construites, équipées et exploitées de façon à ce que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

### *Concernant l'impact acoustique de l'établissement sur les alentours immédiats :*

2) Les niveaux de bruit équivalents en provenance de l'ensemble des sources fixes et mobiles de l'établissement faisant l'objet du présent arrêté ne doivent pas dépasser entre 7<sup>00</sup> h et 19<sup>00</sup> h :

la valeur de 50 dB(A)Leq<sub>(1h)</sub> auprès des points d'immission IO 1 et IO 2, et

la valeur de 41 dB(A)Leq<sub>(1h)</sub> auprès du point AP02.

3) Le niveau de bruit momentané maximal (L<sub>AFmax</sub>) causé par un tir à la mine ne doit pas dépasser :

la valeur de 65 dB(A) auprès du point AP02

Remarque : L'emplacement des points d'immission IO01, IO03 et AP02 ressort du plan intitulé « Anhang1 – Gegenstand: Lage des Standortes sowie der Immissionsorte und Aufpunkte im Raum, M. ca 1:20.000 » faisant partie intégrante du document intitulé « Impakstudie zu den vom Betrieb eines Steinbruchs und einer Deponie für mineralische Inertabfälle am Standort Brouch hervorgerufenen Geräuschimmissionen (Erweiterung und Überhöhung des genehmigten Standortes) » élaboré en date du 25 mars 2014 par l'organisme agréé iB(A) – Ingenieurbüro für Akustik.

### *Concernant la détermination de l'impact acoustique :*

4) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

5) Dans le cas où le spectre des émissions de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats, le niveau de bruit y déterminé est à majorer de 5 dB(A).

6) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

### *Concernant les mesures de réduction de bruit :*

7) Le nombre campagnes de tirs à la mine est limité à cinq campagnes par année.

Afin de pouvoir démontrer le respect de la présente condition, l'exploitant doit tenir à jour un journal dans lequel sont renseignés la date et l'heure des tirs ainsi que le plan de tir y relatif.

8) En cas d'utilisation de cordeau détonant à l'air libre, celui-ci est à enterrer en surface pour diminuer les émissions de bruit.

9) L'intensité et la composition spectrale des émissions sonores doivent être limitées de façon à ne pas provoquer dans les locaux du voisinage des vibrations susceptibles de causer une gêne anormale aux habitants.

10) L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Le signalement des tirs à la mine n'est pas visé par la présente.

11) Il est interdit de laisser tourner sans nécessité technique le moteur d'un véhicule immobilisé pendant un temps prolongé, même pour le faire chauffer ou pour faire chauffer l'habitacle du véhicule. L'exploitant devra apposer dans des endroits judicieusement choisis (p. ex. parkings, aires de chargement/déchargement, entrée du site, etc.) un panneau portant l'inscription: «Coupez le moteur en cas d'arrêt».

12) Les véhicules/engins d'exploitation circulant dans l'enceinte de l'établissement doivent être pourvus d'un dispositif d'échappement silencieux adéquat. Il est interdit de circuler avec un véhicule/engin dont le moteur ou une partie de la carrosserie ou du châssis produit un bruit excessif qui serait évité par un entretien normal du véhicule/engin.

### *Concernant l'impact vibratoire causé par les tirs à la mine :*

13) L'emploi des explosifs ne doit pas occasionner de dommages aux propriétés voisines.

14) Chaque emploi d'explosifs doit être documenté par un plan de tir précis reprenant au moins les informations suivantes :

- la date et l'heure du tir ;
- la hauteur des fronts de taille ;
- le diamètre des trous ;
- le schéma de tir ;
- la géométrie des charges ;
- la charge explosive :
  - la charge de pied ;
  - la charge médiane ;
  - le bourrage ;
- la foration :
  - le mode ;
  - l'engin de foration ;
- le tir :
  - la nature de l'explosif utilisé ;



- le mode d'amorçage ;
- la consommation spécifique ;
- la quantité de matériau abattu à la volée.

Les plans de tir, accompagnés d'un plan topographique renseignant sur l'emplacement de la zone de tir concernée, doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de deux ans. Sur demande, ils sont à mettre à la disposition des autorités compétentes de contrôle.

15) Les tirs ne doivent être exécutés que durant les périodes spécifiées ci-après :

- le matin : entre 08<sup>30</sup> et 11<sup>30</sup> heures ;
- l'après-midi : entre 14<sup>00</sup> et 17<sup>00</sup> heures.

16) Afin d'éviter tout envol de pierres, les secteurs de tir doivent être couverts moyennant de plaques en acier ou de tous autres dispositifs appropriés.

17) Au fondation des bâtiments d'habitation du voisinage, les niveaux résultant des vibrations ne doivent pas dépasser la valeur de 1 mm/s (valeur limite à respecter pour chacune des trois axes x, y et z).

La détermination du niveau des vibrations est à réaliser conformément aux dispositions de la norme allemandes DIN 4150 "Erschütterungen im Bauwesen, Teil 3: Einwirkungen auf bauliche Anlagen".

18) Les opérations de tirs doivent être effectuées selon les règles de l'art.

## IX) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement

### *Conditions concernant la gestion des déchets :*

1) L'exploitant doit veiller à ce que la gestion des déchets soit effectuée conformément aux indications du plan de prévention et de gestion des déchets et en respectant, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- la prévention;
- la préparation en vue du réemploi;
- le recyclage;
- toute autre valorisation, notamment valorisation énergétique, et
- l'élimination.

L'exploitant assure la mise à jour régulière du plan et procède à sa révision au moins tous les cinq ans. A l'échéance, l'exploitant doit faire parvenir sans délai la révision du plan à l'Administration de l'environnement. L'exploitant doit utiliser le format préétabli mis à disposition par l'Administration de l'environnement pour la révision du plan de prévention et de gestion des déchets. Le cas échéant, l'Administration de l'environnement peut demander à l'établissement que la révision soit établie et/ou vérifiée par un organisme agréé.

La révision du plan doit tenir compte des éléments suivants:

- l'utilisation de procédés et la mise en oeuvre de produits permettant de prévenir la production de déchets;

- la collecte séparée des différentes fractions de déchets en vue d'assurer un recyclage de qualité des différentes fractions;
- la valorisation ou l'élimination des différentes fractions de déchets dans des filières répondant aux meilleures techniques disponibles;
- la documentation appropriée en vue d'assurer la transparence des flux de déchets;
- la formation et la sensibilisation du personnel en matière de gestion des déchets.

La révision du plan doit mentionner au moins de façon claire et précise les points suivants:

- 1) la dénomination et la classification des déchets (déchets nouvellement produits et déchets qui ne sont plus produits);
- 2) les lieux et raisons de production des déchets ;
- 3) les quantités de déchets en "kg";
- 4) les caractéristiques techniques et physiques (déchets dangereux/toxiques, etc.) ;
- 5) le cas échéant, les fractions de déchets valorisés dans l'établissement même ;
- 6) le nom et l'adresse exacte du (ou des) transporteur(s) et courtier(s)/négociant(s) de déchets y compris leurs numéros d'autorisation ;
- 7) le nom et l'adresse exacte du (ou des) destinataire(s) de déchets;
- 8) la méthode de traitement des déchets (veuillez utiliser le code indiqué dans les annexes I et II de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets) ;
- 9) les mesures de prévention et de réduction des déchets ;
- 10) le nom de la personne déléguée à la gestion des déchets;
- 11) le nom de la personne déléguée à l'instruction et la sensibilisation du personnel en matière de la gestion des déchets;
- 12) les moyens de sensibilisation et de formation du personnel ;
- 13) un plan de l'établissement avec indication des endroits et moyens de collecte et de stockage des différentes fractions de déchets.

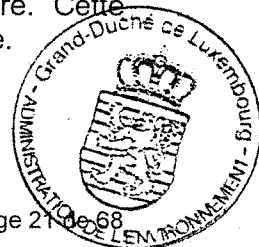
2) L'exploitant doit désigner un délégué à la gestion des déchets. Cette personne doit disposer d'une formation suffisante pour assumer ces tâches de façon compétente. Elle est responsable pour l'élaboration, la mise à jour et l'exécution du plan de prévention et de gestion des déchets. Elle doit pouvoir fournir toutes les informations concernant la gestion des déchets de l'établissement aux autorités compétentes.

Le délégué à la gestion des déchets peut être assisté par d'autres personnes de l'établissement. Pour l'exécution de certaines tâches spécifiques, il peut faire appel à des tiers.

3) Un manuel regroupant les différentes procédures de gestion des déchets spécifiques à l'établissement doit être rédigé et mis à la disposition du personnel. Il doit être conforme au plan de prévention et de gestion des déchets et être, le cas échéant, modifié en conséquence. Sur demande, le manuel doit être mis à disposition de l'Administration de l'environnement. Ce manuel doit obligatoirement mentionner les dates des dernières mises à jour.

4) Le personnel doit recevoir de façon régulière, mais au moins une fois par an, des instructions relatives à la gestion des déchets conformément au plan de prévention et de gestion des déchets. A ces fins, l'exploitant doit désigner une personne compétente qui a la mission de conseiller et de sensibiliser le personnel en matière de gestion des déchets.

5) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets qu'il produit soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.



6) L'exploitant doit tenir un registre renseignant de façon claire et précise et pour chaque catégorie de déchets sur les points suivants:

- la nature;
- le cas échéant, l'origine;
- la quantité;
- la date de l'évacuation;
- le nom de la société ayant procédé à l'évacuation des déchets;
- le nom du courtier / négociant des déchets;
- le cas échéant, le numéro du document de suivi sous le couvert duquel le transfert s'est effectué et le numéro d'ordre du transfert;
- la destination;
- le mode de traitement.

Sur demande, le registre est à mettre à la disposition des autorités compétentes de contrôle.

### *Concernant la collecte et le stockage des déchets:*

7) A l'intérieur de l'établissement, une ou plusieurs zones de collecte des déchets doi(ven)t être spécialement désignée(s) et aménagée(s) à cet effet. Cette (ou ces) zone(s) doi(ven)t abriter les différents conteneurs ou récipients de collecte pour les différentes fractions de déchets. La (ou les) zone(s) doi(ven)t être aménagée(s) de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté et notamment les conditions fixées dans le présent arrêté.

8) La (ou les) zone(s) de collecte doi(ven)t être convenablement signalisées et de façon indélébile mentionnant au moins les points suivants:

- le fait qu'il s'agit d'une zone de collecte des déchets;
- les fractions de déchets collectées;
- l'interdiction de fumer;
- le cas échéant le nom et les coordonnées de contact de la personne responsable de la gestion des déchets;
- la mention que toute constatation d'irrégularité doit immédiatement être signalée à la personne responsable pour la gestion de déchets ou, le cas échéant, à la direction.

9) La zone de collecte ainsi que les récipients de collecte doivent être maintenus dans un état de propreté et d'entretien impeccable.

10) La zone de collecte doit être suffisamment éclairée afin de permettre aux personnes qui y travaillent d'effectuer leurs tâches en toute sécurité, même durant les périodes d'obscurité.

11) La collecte des déchets ne peut se faire que dans des récipients appropriés et spécialement conçus à cet effet. Les récipients de collecte doivent être dans un matériel garanti résistant aux produits qu'ils contiennent. A tout moment, les récipients de collecte doivent être dans un état d'entretien impeccable. Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides ou semi-liquides doivent être parfaitement étanches.

L'utilisation pour la collecte des déchets de récipients de récupération (notamment de fûts) est interdite. Exception est faite dans le cas où les récipients ont été reconditionnés par une société spécialisée en la matière et disposent d'un certificat de garantie.

12) Les récipients destinés à recevoir des déchets liquides doivent être placés au-dessus d'une cuve de rétention susceptible de recueillir tout déversement éventuel. Cette cuve doit être telle que mentionné au chapitre «Protection du sol et du sous-sol» et être construite dans un matériel garanti résistant aux produits qu'elle peut contenir. Le cas échéant, différentes cuves séparées doivent être disponibles afin d'éviter le mélange des écoulements provenant de différents types de déchets.

13) Les récipients destinés à recevoir des déchets volatils ou ayant des composantes volatiles (p. ex. solvants, peintures, matériel souillé par des solvants ou des peintures) ou qui présentent une gêne olfactive doivent être maintenus fermés hermétiquement à tout moment sauf pour leur remplissage et, le cas échéant, pour leur vidange. Le cas échéant, les réservoirs ainsi concernés sont à mettre sous dépression avec collecte et traitement des gaz refoulés et/ou connectés électriquement à une terre.

14) Chaque récipient de collecte doit être convenablement étiqueté. Ces étiquettes doivent mentionner au moins la dénomination exacte du déchet contenu. Les étiquettes doivent être de taille suffisante les rendant lisibles, même de loin et confectionnées de façon à ce que les inscriptions soient indélébiles. Le cas échéant, les normes nationales ou internationales en matière d'étiquetage de substances dangereuses sont à respecter. Toute autre étiquette ou inscription provenant d'une utilisation antérieure doit être enlevée ou être rendue illisible de façon permanente.

15) L'exploitant doit prendre toutes les mesures d'entretien nécessaires pour assurer une évacuation régulière des déchets collectés et entreposés.

16) Toutes les dispositions doivent être prises pour éviter que les déchets collectés ne soient dilués, mélangés ou entraînés de quelque façon que ce soit ni par les intempéries, ni par les précipitations ou les eaux de ruissellement.

17) Notamment les déchets solides susceptibles de se solubiliser à l'eau doivent particulièrement être entreposés à l'abri des précipitations et des eaux de ruissellement et être protégés contre les envols de matière fine ou pulvérulente.

18) Les zones de collecte et de stockage doivent être indiquées de façon claire et précise dans un plan de situation de l'établissement. Ce plan doit être à la disponibilité du personnel. Sur toute demande, il doit être communiqué aux agents de l'Administration de l'environnement. Ce plan doit constamment être mis à jour.

19) Le raccord des zones de stockage des déchets au réseau d'égouts ou à tout autre système d'évacuation est interdit.

20) S'il y a danger de produits liquides déversés, à tout moment, un stock suffisant de matériel absorbant pour produits écoulés doit être à disposition immédiate. Les zones de collecte doivent obligatoirement être équipées d'au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

21) En dehors des zones spécialement prévues et aménagées à cet effet, tout entreposage de déchets est interdit.

22) Les zones de collecte et de stockage doivent être équipées d'extincteurs de feu appropriés et en nombre suffisant.



### *Concernant la valorisation des déchets:*

23) Les déchets doivent être prioritairement valorisés en vue de leur réintroduction dans le circuit économique.

La valorisation des déchets doit obligatoirement concerner toutes les fractions de déchets dont un recyclage peut se faire dans des conditions raisonnables lorsque :

- preuve a été fournie que des déchets du même type en provenance d'autres producteurs - luxembourgeois ou autres - sont déjà recyclés et le transfert de ces déchets vers les installations de recyclage est rationnellement faisable;
- le bilan du recyclage en général est plus favorable pour l'environnement que tout autre procédé d'élimination;
- le transfert vers le centre de valorisation le plus proche peut raisonnablement être imposé à l'exploitant.

24) La valorisation doit concerner en premier lieu le recyclage des matières. Une utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que lorsqu'il est établi que le recyclage des matières n'est pas applicable pour les déchets en question.

25) En vue d'assurer leur recyclage, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour procéder à une collecte sélective des différentes fractions de déchets. A ces fins, l'exploitant doit prévoir les infrastructures de collecte nécessaires.

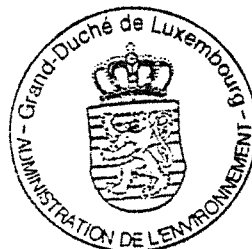
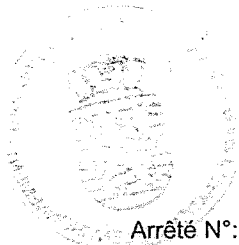
### *Concernant l'élimination des déchets:*

26) L'élimination des déchets n'est à envisager que pour les déchets ultimes. L'élimination des déchets doit se faire selon un procédé approprié à la nature du déchet et ne peut se faire que dans des installations dûment autorisées à cette fin.

## X) Phase chantier

### *Condition de base :*

1) Une copie du présent arrêté doit être remise à chaque entreprise concernée par les travaux de chantier, ceci avant le début des travaux.



## Conditions relatives à l'impact des travaux de chantier :

concernant la protection de l'air :

condition de base :

2) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par des mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

concernant les groupes électrogènes :

3) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités à un strict minimum.

4) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance supérieure ou égale à 200 kW, doivent respecter les limitations suivantes:

- la teneur en poussières doit être inférieure à  $100 \text{ mg/Nm}^3$  ;
- la teneur en monoxyde de carbone doit être inférieure à  $650 \text{ mg/Nm}^3$  ;
- la teneur en oxydes d'azote exprimés en tant que dioxyde d'azote doit être inférieure à :
  - $350 \text{ mg/Nm}^3$  pour les moteurs à allumage commandé ;
  - $500 \text{ mg /Nm}^3$  pour les moteurs diesel à gaz ;
  - $1.000 \text{ mg/Nm}^3$  pour les autres.

Les valeurs indiquées ci-avant se rapportent à 5% en volume  $\text{O}_2$ .

Pour les moteurs à allumage par compression toutes les possibilités de réduire autant que possible les émissions d'oxydes d'azote sont à mettre en œuvre.

5) La teneur en soufre des carburants liquides doit être inférieure à 0,05 %.

6) Les groupes électrogènes, ayant une puissance électrique supérieure ou égale à 200 kW, ne peuvent être utilisés sur le chantier que s'ils ont été soumis au courant des trois années précédentes à un contrôle des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle sur le lieu d'exploitation.

les exigences en matière de réduction des émissions de poussières résultant des travaux de chantier :

7) Afin de réduire la formation et l'envol de poussières à un minimum lors des travaux de chantier, des mesures appropriées telles que la pulvérisation d'eau sont à prendre, le cas échéant.

8) Les voies de circulation, les aires de manœuvre et de stockage doivent être entretenues de manière à limiter la formation et l'envol de poussières à un minimum.

échéant, les voies de circulation et les aires de manœuvre doivent être humidifiées de manière appropriée.

9) Les stockages au sol de matières pulvérulentes doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à éviter les envois de poussières à un minimum. A cette fin des mesures tel que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

10) Des mesures appropriées telles que le nettoyage des roues sont à mettre en œuvre, le cas échéant, afin de limiter à un minimum les souillures de la voie publique.

En cas de souillure de la voie publique le(s) responsable(s) du chantier doi(ven)t veiller à ce que la chaussée soit nettoyée dans les meilleurs délais.

#### *concernant la protection des eaux :*

##### *condition de base :*

11) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans un cours d'eau récepteur des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

##### *concernant les eaux usées sanitaires:*

12) Durant la phase chantier, des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les eaux usées sanitaires en provenance de toilettes et autres installations sanitaires doivent être évacuées, soit vers une fosse septique, soit être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une (des) citerne(s) étanche(s), dépourvue(s) d'un trop-plein.

Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables, telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.

Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

#### *concernant la protection du sol et du sous-sol :*

##### *condition de base :*

13) Les responsables du chantier prendront toutes les mesures afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.



les exigences en matière du stockage d'hydrocarbures :

14) Le stockage des hydrocarbures nécessaires aux engins/équipements doit être effectué sur une aire comportant un sol étanche munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel.

D'une façon générale, les réservoirs doivent être placés dans une cuve étanche aux produits pétroliers et à l'eau.

Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve.

Dans le cas d'un seul réservoir, la cuve aura une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

N'est (Ne sont) pas couvert(s) par le présent arrêté, le (ou les) réservoir(s) servant à stocker des hydrocarbures (gas-oil, huiles usées, etc.) et ayant une capacité totale supérieure ou égale à 300 litres.

En ce qui concerne plus particulièrement les tonneaux qui contiennent des hydrocarbures, ceux-ci doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits pétroliers et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des tonneaux qu'elle peut contenir (p. ex. conteneur à étagères, Regalcontainer für wassergefährdende Stoffe). En-dessous des bouches de soutirage des tonneaux, des cuves ou des matériaux absorbants doivent être mis en place afin de recueillir ou d'absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

les exigences en matière de ravitaillement des engins/équipements :

15) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sans entraîner de fuite ou de perte de carburant.

Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par une personne.

16) Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

17) Toute perte d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

18) L'exploitant doit prévoir la mise en place d'un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les carburants accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés sur l' (les) aire(s) de ravitaillement en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.



concernant la lutte contre le bruit :

condition de base :

19) Les travaux de chantier ne peuvent pas se faire avant 7<sup>00</sup> h et après 19<sup>00</sup> heures.

concernant l'impact sonore résultant des travaux de chantier :

20) A la limite de la propriété, les niveaux de bruit équivalents en provenance de du chantier ne doivent pas dépasser

la valeur de 70 dB(A) Leq, causée par les activités de l'ensemble du chantier ;

la valeur de 55 dB(A) Leq, causée par des sources de bruit émettant des niveaux constants tels que les groupes électrogènes, les compresseurs etc..

Toutefois, si le bruit en provenance du chantier est perceptible à l'intérieur d'une agglomération, le niveau de bruit, mesuré à la limite de l'agglomération, ne doit pas dépasser celui indiqué ci-dessous pour la zone en question :

| Zone | Niveau de bruit<br>[dB(A)Leq] |      | Nature du milieu d'habitat   |
|------|-------------------------------|------|--|
|      | jour                          | nuit |  |
| I    | 45                            | 35   | hôpitaux, quartier de récréation   |
| II   | 50                            | 35   | milieu rural, habitat calme, circulation faible                                    |
| III  | 55                            | 40   | quartier urbain, majorité d'habitat, circulation faible                            |
| IV   | 60                            | 45   | quartier urbain avec quelques usines ou entreprises, circulation moyenne           |
| V    | 65                            | 50   | centre ville (entreprises, commerces, bureaux, divertissements), circulation dense |
| VI   | 70                            | 60   | prédominance industrie lourde  |

concernant le contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier :

21) En cas de besoin, l'autorité compétente pourra demander un contrôle de l'impact sonore résultant des activités de chantier.

concernant les mesures de l'impact sonore résultant des activités de chantier :

22) Les mesures du bruit sont à exécuter conformément à l'annexe du règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers.

23) Dans le cas où le spectre de bruit est dominé par une tonalité précise perceptible dans les alentours immédiats du chantier, le niveau de bruit déterminé est à majorer de 5 dB(A).

24) Dans le cas où des bruits impulsifs répétés se superposent au niveau sonore de base et dépassent ce niveau de 10 dB(A), le Leq déterminé est à majorer de 5 dB(A).

*concernant la prévention et la gestion des déchets :*

conditions de base :

25) Tous les déchets doivent être prioritairement réintroduits dans le circuit économique. Les déchets qui se prêtent à un réemploi, une valorisation ou un recyclage doivent être collectés, triés et traités de façon notamment à récupérer un maximum de matières réemployables, valorisables ou recyclables.

26) L'abandon, le rejet ou la gestion incontrôlée de déchets, dont l'incinération et tout enfouissement de déchets, sont interdits.

27) Toutes les mesures doivent être prises afin d'éviter les pertes d'huiles, d'essences et autres hydrocarbures.

28) L'exploitant doit veiller à ce que la valorisation ou l'élimination des déchets produits soit conforme à tous niveaux à la législation applicable en la matière. Cette responsabilité joue même lorsqu'il a recours à un tiers pour s'assurer de cette tâche.

la prévention des déchets (choix des matériaux de construction) :

29) Dans toute la mesure du possible, le choix des matériaux de construction doit se faire de façon à respecter les principes suivants :

- les matériaux doivent être exempts de substances dangereuses et ne pas être constitués de plusieurs matériaux composites ;
- les matériaux doivent être produits selon des technologies respectant au mieux l'environnement et en protégeant au mieux les ressources naturelles ;
- les matériaux sont fabriqués à partir de matières premières secondaires ;
- les matériaux doivent être facilement valorisables.

30) Dans toute la mesure du possible, l' (les) entreprise(s) chargée(s) des travaux doit (vent) se procurer les produits ou substances dont elle(s) a (ont) besoin dans des récipients, emballages, conteneurs ou autres à usage multiple. L'utilisation d'emballages à usage unique doit pouvoir être raisonnablement motivée à tout moment.

les déchets généraux résultant des travaux de chantier :

31) La collecte et l'entreposage des déchets en question doit se faire de façon à :

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance ;
- éviter des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux ;
- éviter que les déchets ne soient entraînés de quelque façon que ce soit, ni par les intempéries, ni par les eaux de ruissellement ;
- éviter tout écoulement, toute évaporation et/ou tout lessivage de substances dangereuses pour l'environnement humain et naturel ;
- tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques des déchets ;
- ne pas mélanger les différents déchets dans la mesure où le traitement séparé est requis pour les besoins de la valorisation ou de l'élimination ;



- séparer les différents déchets dont la collecte sélective s'avère impossible.

les déchets inertes non-contaminés résultant des travaux de chantier :

32) Les matériaux d'excavation seront utilisés de préférence au lieu même du chantier.

33) Les déchets inertes résultant des travaux de chantier ne peuvent être mis en décharge que dans la mesure où

- l'exploitant fait preuve que ces déchets ne peuvent plus être valorisés ou recyclés, et,
- les déchets inertes respectent les critères d'acceptation applicables aux décharges pour matières inertes.

34) La mise en décharge devra se faire dans une décharge autorisée pour déchets inertes.

les déchets (terres/roches/matériaux de démolition/etc.) contaminés résultant des travaux de chantier :

*conditions de base :*

35) Les déchets (terres/roches/matériaux de démolition/etc.) provenant des travaux de chantier sont à considérer comme des déchets dangereux dans la mesure où ils sont contaminés. Sont considérés comme déchets dangereux les produits, substances et matières contenant ou contaminés par des produits ou substances qui, considérés tout seuls seraient classés comme déchets dangereux.

36) Au cas où les déchets contaminés ne peuvent pas être immédiatement évacués, l'exploitant doit procéder à leur collecte et entreposage de façon à

- ne pas ajouter aux déchets de l'eau ou toute autre substance ;
- éviter des pollutions du sol, du sous-sol et des eaux ;
- éviter que les déchets ne soient entraînés de quelque façon que ce soit, ni par les intempéries, ni par les eaux de ruissellement ;
- éviter tout écoulement, toute évaporation et/ou tout lessivage de substances dangereuses pour l'environnement humain et naturel ;
- tenir compte des caractéristiques physiques et chimiques des déchets ;
- ne pas mélanger les déchets contaminés avec des matières non-polluées.

*conditions supplémentaires en cas de découverte d'une contamination :*

37) En cas de découverte d'une contamination par des produits/substances dangereux pour l'environnement lors des travaux de démolition ou d'excavation,

- toutes les mesures doivent immédiatement être prises afin d'éviter une extension de la contamination;
- l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais possibles l'Administration de l'environnement;
- le plan et la méthode d'assainissement avec une notice d'évaluation des nuisances pour l'environnement doivent être présentés à l'Administration de l'environnement.

38) Les travaux spécifiques de démolition et d'excavation ainsi que les travaux d'assainissement doivent être effectués par une entreprise spécialisée en la matière et doivent être surveillés par un organisme agréé.

39) Les déchets inertes contaminés doivent être remis à un collecteur autorisé et doivent être soumis à une opération de valorisation ou d'élimination par une entreprise autorisée.

40) Tout transfert de déchets inertes contaminés doit respecter la législation relative aux transferts de déchets.

41) Pour le cas où une évacuation directe de déchets contaminés ne peut pas être assurée, ces déchets doivent être entrestockés de manière à ne pas créer des dangers et inconvénients nouveaux ou d'accroître les dangers et inconvénients existants. Leur entreposage doit se faire notamment dans des conditions à éviter tout écoulement, toute évaporation de substances polluantes ou toute extension de la pollution. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries. Des précautions doivent être prises afin de ne pas mélanger les matières polluées avec des terres provenant d'un autre endroit. Le (les) endroit(s) destiné(s) à l'entreposage de ces déchets contaminés doit(vent) être clairement marqué(s) et être inaccessible(s) à toute personne non autorisée.

42) Sur demande motivée de l'Administration de l'environnement, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

43) Un rapport final renseignant sur l'état du site après les travaux de démolition et d'excavation doit être établi par l'organisme chargé de la surveillance du chantier et doit être remis à l'Administration de l'environnement.

## XI) Dispositions particulières

### *Conditions de base :*

1) L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la protection des travailleurs, des consignes, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, doivent notamment indiquer

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'un incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.;
- la localisation des aires de dépôtage de déchets et la façon comment les différents déchets sont à collecter et à conditionner.





Les consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution de l'air, du sol, etc.).

3) L'établissement ainsi que les abords placés sous le contrôle de l'exploitant doivent être aménagés et entretenus dans un état de propreté adéquate.

4) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

### *Concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre (incendie) :*

5) L'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement de l'établissement garantissant lors d'un sinistre (incendie) une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum, notamment en ce qui concerne les rejets de polluants dans l'atmosphère et la contamination des eaux d'extinction.

En particulier sont à mettre en œuvre les précautions suivantes :

- mise en place de séparations coupe-feu appropriées, adaptées aux circonstances ainsi qu'à la nature et aux quantités des produits/substances ;
- application de moyens spécifiques garantissant une détection rapide et un combattement efficace des incendies. Ces moyens doivent être déterminés, dimensionnés et installés de façon à être appropriés quant à la nature et aux quantités des éléments polluants et/ou dangereux utilisés dans la construction et l'exploitation.

### *Concernant les dispositions en matière d'assurance :*

6) L'exploitant doit contracter une assurance responsabilité civile couvrant, dans le cadre de ses activités, les dommages causés à des tiers du fait d'une atteinte à l'environnement par suite d'un incendie, d'une explosion ou tout autre événement accidentel.

L'environnement comprend les ressources naturelles telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore.

Cette assurance doit couvrir par sinistre un montant minimal de 2 millions d'Euro. Elle doit couvrir également la responsabilité civile de l'exploitant quant aux frais d'analyses engagés par les autorités publiques, ainsi que quant aux frais de dépollution du sol, de la nappe phréatique et des eaux courantes.

L'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un certificat reprenant l'objet et le numéro de l'autorisation d'exploitation afférente et indiquant les garanties de l'assurance précitée et le montant de la franchise de l'assurance. Ce certificat doit parvenir à l'administration au plus tard dans un délai de trois mois à compter de la date du présent arrêté.

L'exploitant doit autoriser la compagnie d'assurances à signaler à l'Administration de l'environnement toutes modification, suspension ou annulation du contrat d'assurance requis.

En plus, l'exploitant doit fournir une information relative aux garanties de l'assurance incendie couvrant d'une part l'assainissement des bâtiments et de leur contenu se trouvant sur le site de l'exploitation, l'élimination des déchets ainsi que les frais d'analyse

y relatifs, consécutifs à un incendie ou une explosion, et d'autre part la dépollution du sol sur le site même ainsi que les frais d'analyse y relatifs.

## XII) Réception et contrôle de l'établissement

### *Conditions de base :*

1) La réception ainsi que les contrôles requis dans le cadre du présent arrêté ne peuvent, sauf indication contraire de l'autorité compétente, être effectués que par un organisme agréé par le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions, dans le cadre de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques, d'études et de vérification dans le domaine de l'environnement.

2) L'Administration de l'environnement doit être informée au préalable de la date exacte de la réception / des contrôles. Une copie de chaque rapport de réception / de contrôle doit être envoyée directement par l'organisme agréé à l'Administration de l'environnement. Simultanément chaque rapport est à envoyer à l'exploitant de l'établissement.

3) Sans préjudice de l'obligation de respecter les conditions du présent arrêté, et pour le cas où un des rapports pré mentionnés fait ressortir des points à incriminer (non-conformités, modifications, etc.), l'exploitant de l'établissement est tenu d'établir une prise de position détaillée relative aux conclusions et recommandations de l'organisme agréé. Cette prise de position doit en plus comprendre un échéancier précis dans lequel l'exploitant compte se conformer aux exigences du présent arrêté.

La prise de position, accompagnée d'une copie du rapport en question, est à envoyer à l'Administration de l'environnement dans un délai de trente jours à partir de la date de la lettre d'accompagnement certifiant l'envoi du rapport spécifique aux parties concernées.

4) En outre, l'organisme agréé est tenu lors de la réception / des contrôles de signaler sans délai à l'Administration de l'environnement tout défaut, toute nuisance ainsi que toute situation qui constitue ou est susceptible de constituer une atteinte à l'environnement, ceci pour l'ensemble de l'établissement.

5) Si nécessaire, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles et analyses supplémentaires.

6) L'Administration de l'environnement pourra procéder ou faire procéder à tout moment à des contrôles de l'exploitation sans que l'exploitant ne puisse s'y opposer. En outre, l'exploitant devra supporter les frais de ces contrôles.

7) Afin de permettre que la réception / les contrôles soient réalisés conformément aux exigences requises, l'exploitant doit mettre à la disposition de l'organisme agréé le présent arrêté, le dossier de demande intégral ainsi que toute autre pièce spécifique nécessaire.

### *Concernant la réception des équipements, des installations et de la construction :*

8) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception des aménagements de l'établissement. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de



l'environnement au plus tard dans un délai de neuf (9) mois à compter de la date du présent arrêté. Il doit contenir entre autres :

- une vérification de la conformité des équipements, des installations, de la construction et des dispositions techniques et des procédures de travail en relation avec la protection de l'environnement par rapport :
  - aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté ministériel);
  - à l'objet et aux prescriptions du présent arrêté ministériel (ne sont pas visées par la présente les exigences des mesurages pour la détermination des impacts par rapport à l'environnement);
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art;
- mentionner toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté ministériel.

### *Concernant le contrôle décennal (10 ans) :*

9) Tous les dix (10) ans, et la première fois dans un délai de dix (10) ans à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de contrôle des aménagements de l'établissement. Ce rapport décennal doit être présenté à l'Administration de l'environnement et doit indiquer :

- la conformité des équipements et des installations par rapport aux éléments autorisés par rapport au présent arrêté ministériel y compris par rapport aux indications et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;
- la conformité par rapport aux exigences de réception et de contrôle fixées dans le cadre du chapitre XII) « Réception et contrôle de l'établissement » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, pour ce qui est de la période des dix (10) ans écoulées ;
- toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté ;
- proposer si nécessaire, des dispositions supplémentaires qui permettront de respecter les exigences du présent arrêté ;
- mentionner toutes les modifications éventuellement constatées.

### *Concernant la protection de l'air :*

concernant les rapports annuels :

10) Au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement les informations suivantes relatives à l'année écoulée :

- le bilan des différents carburants stockés et transvasés (en relation avec la station de distribution de gasoil) pendant l'année écoulée ;
- un relevé annuel des substances et mélanges classés comme dangereux avec les mentions d'avertissement « danger » ou « attention » et dont la quantité individuelle des substances et mélanges stockés, consommés ou produits dépassent 1'000 kg par an (un formulaire-type peut être téléchargé sur <http://www.emwelt.lu> internet « <http://www.emwelt.lu> »).



### *Concernant la protection des eaux :*

11) Les divers réseaux de collecte des eaux (eaux résiduaires, eaux de lavage, eaux usées ménagères, eaux de pluie/surface) doivent être exploités de façon qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence. Le bon fonctionnement des réseaux de collecte des eaux résiduaires, des eaux de lavage et des eaux de pluie/surface doit être contrôlé périodiquement par l'exploitant, mais au moins annuellement. La date et le résultat de chaque contrôle doit être noté. Ces notes doivent être tenues à disposition des organes de contrôle.

12) L'étanchéité du réservoir et des tuyaux de collecte reliant les installations sanitaires à ce réservoir (en dehors du bâtiment) doit être contrôlé et certifié endéans un délais de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

13) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six (6) mois, le bon fonctionnement de chaque installation de séparation de liquides légers, notamment le niveau d'eau et la quantité d'hydrocarbures retenue. La date et le résultat de chaque contrôle doit être noté. Ces notes doivent être tenues à disposition des organes de contrôle.

### *Concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol:*

#### *concernant les autres installations :*

14) Un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre VII) « Protection du sol et du sous-sol » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté en relation avec les cuves et réservoirs :

- une première fois endéans un délai de six (6) mois à compter de la date du présent arrêté ;
- par la suite tous les cinq (5) ans.

### *Concernant la carrière à ciel ouvert :*

15) Annuellement et au plus tard pour le 31 janvier, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement une copie du plan actualisé mentionné à la condition 2) du chapitre III) « Conditions spécifiques concernant la carrière à ciel ouvert » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

### *Concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit et les vibrations :*

16) En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander un contrôle de l'impact acoustique et/ou de l'impact vibratoire de l'établissement sur ses alentours immédiats.

## XIII) Intégration de l'établissement dans le paysage

L'exploitant veillera à assurer l'intégration de son établissement dans le paysage.

## XIV) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident

1) L'autorité compétente pourra, dans le cadre d'un sinistre

- faire procéder à des analyses spécifiques;
- faire développer un plan d'assainissement et d'élimination des déchets dangereux pour l'environnement;
- charger une entreprise de travaux visant à limiter et éviter les risques pour l'environnement.

Le coût de ces opérations est à charge de l'exploitant.

2) Si, suite à un sinistre, le sol, le sous-sol, les eaux de surface et/ou les eaux souterraines sont pollués par des produits/substances dangereux pour l'environnement, l'exploitant doit sans délai

- prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire cesser le trouble constaté;
- faire appel à l'Administration des services de secours (tél.: 112);
- procéder à la décontamination du site ainsi pollué.

En outre l'exploitant doit avertir dans les plus brefs délais l'Administration de l'environnement. Il doit fournir à cette dernière, sous quinzaine, un rapport circonstancié sur les origines, les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier à ces dernières et celles prises pour éviter qu'elles ne se reproduisent.

Au cas où les matières polluées ne peuvent pas être immédiatement évacuées, l'exploitant doit procéder à leur entreposage dans des conditions à éviter tout écoulement ou toute évaporation des substances polluantes. Ce stockage doit également se faire à l'abri des intempéries.

Sur demande motivée de l'autorité compétente, l'exploitant doit faire établir par un organisme agréé un programme analytique détaillé et précis en vue de la détection et de la quantification d'une pollution éventuelle.

## XV) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

**Article 2:** Conditions fixées en vertu des deux législations :

## I) Eléments autorisés

### *Concernant l'emplacement:*

1) Le centre régional de gestion pour déchets inertes non contaminés et des éléments y relatifs mentionnés à la condition 1) 2) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doit être installé et exploité sur des fonds inscrits au cadastre de la commune de Mersch, section F de Reckange, sous les numéros 1899/2734, 1899/2913 ; 1899/2505 ; 1904/2575 (partie étroite sud-ouest), 1904/2516 (partie ouest) et 1904/2514 (partie ouest) suivant l'extrait cadastral du 18/07/2014.

### *Concernant les différents éléments et opérations autorisés:*

2) Est autorisé, un centre régional pour la gestion de déchets inertes comprenant les éléments suivants:

- ♦ la finalisation de l'exploitation d'une décharge du type II pour déchets inertes d'une capacité volumétrique totale initiale d'approximativement 4'400'000 m<sup>3</sup> et d'une surface d'approximativement 8,7 ha ;
- ♦ L'agrandissement du centre régional pour la gestion de déchets inertes par le remblayage de la carrière agrandie et de la zone d'entrée sur une surface totale de 22,4 ha et disposant d'un volume pour la mise en décharge de déchets inertes non contaminés d'approximativement 8'970'000 m<sup>3</sup> comprenant:
  - Une zone d'entrée abritant entre autres les infrastructures et éléments suivants:
    - Un portail d'entrée ;
    - Un parking pour le personnel du centre de gestion pour déchets inertes non contaminés ainsi que pour visiteurs ;
    - Deux bascules pour camions d'une capacité unitaire de 50 Mg;
    - Deux installations de lavage pour pneus de camions avec réutilisation de l'eau ;
    - Une installation de séparation de liquides légers NG20 avec débourbeur intégré d'une capacité de 9'000 litres connecté aux installations de lavage pour pneus des camions ;
    - Un bassin de rétention pour eaux pluviales d'une capacité de 750 m<sup>3</sup> en béton étanche, destiné notamment à l'alimentation des installations de lavage des pneus;
    - Un bassin de nettoyage pour les camions ;
    - Une aire multifonctionnelle, étanche et résistante aux carburants et à l'huile d'une surface de 400 m<sup>2</sup> destinée à l'entreposage des machines et engins mis en oeuvre à l'établissement, au ravitaillement en carburant et au lavage des engins ainsi qu'à l'entreposage de déchets douteux;
    - Une installation de séparation de liquides légers NG8 avec débourbeur intégré d'une capacité de 5'000 litres connecté à la surface multifonctionnelle ;
    - Un hall d'une surface de 550 m<sup>2</sup> et comprenant au premier étage :
      - les bureaux pour la bascule et le contrôle à l'entrée des déchets amenés au centre de gestion pour déchets inertes non contaminés ;
      - les locaux sociaux et sanitaires pour le personnel centre de gestion pour déchets inertes non contaminés ;
  - Un dépôt d'au maximum 6'500 m<sup>3</sup> de déchets inertes non contaminés en vue de leur recyclage ;
  - Le traitement d'approximativement 35'000 Mg/a de déchets inertes non contaminés à l'aide des installations mobiles suivantes :

- Une installation mobile de concassage d'une puissance de 155 kW ayant une capacité horaire maximale de 200 Mg ;
- Une installation mobile de criblage d'une puissance de 72 kW ayant une capacité horaire maximale de 200 Mg ;
- Un dépôt d'au maximum 6'500 m<sup>3</sup> de déchets inertes non contaminés recyclés en attente de leur utilisation ;
- 2 engins de chantier utilisés dans le cadre de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes non contaminés ;
- L'aménagement de cinq bassins de rétention pour eaux pluviales, précédés de bassins de décantation et plus particulièrement :
  - Un bassin de rétention RB1, d'un volume utilitaire de 1075 m<sup>3</sup> muni d'un bassin de décantation d'un volume utilitaire de 281 m<sup>3</sup>, opérationnel dès la phase 1 de remblayage ;
  - Un bassin de rétention RB2, d'un volume utilitaire de 465 m<sup>3</sup> muni d'un bassin de décantation d'un volume utilitaire de 65 m<sup>3</sup>, opérationnel dès la phase 6 de remblayage ;
  - Un bassin de rétention RB3, d'un volume utilitaire de 599 m<sup>3</sup> muni d'un bassin de décantation d'un volume utilitaire de 82 m<sup>3</sup>, opérationnel dès la phase 10 de remblayage ;
  - Un bassin de rétention RB4, d'un volume utilitaire de 442 m<sup>3</sup> muni d'un bassin de décantation d'un volume utilitaire de 108 m<sup>3</sup>, opérationnel dès la phase 4 de remblayage ;
  - Un bassin de rétention RB5, d'un volume utilitaire de 1076 m<sup>3</sup> muni d'un bassin de décantation d'un volume utilitaire de 307 m<sup>3</sup>, opérationnel dès la phase 14 de remblayage ;
- Trois forages de contrôle pour les eaux souterraines (un en amont et deux en aval du sens d'écoulement des eaux souterraines ;

**Concernant les déchets autorisés à être acceptés:**

5) Seuls les déchets suivants peuvent être acceptés:

| C.E.D. <sub>(1)</sub> | S <sub>(2)</sub> | R/D <sub>(3)</sub> | Dénomination  |
|-----------------------|------------------|--------------------|---|
| 17 01 01              |                  | R5                 | Béton   |
| 17 01 02              |                  | R5                 | Briques   |
| 17 01 03              |                  | R5                 | Tuiles et céramiques  |
| 17 01 07              |                  | R5/D1              | Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06 <i>(ne contenant pas de substances dangereuses)</i> |
| 17 05 04              |                  | R5/D1              | Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 <i>(ne contenant pas de substances dangereuses)</i>                               |
| 20 02 02              |                  | R5/D1              | Terres et pierres   |

(1) = Code européen de déchets conformément au règlement grand-ducal du 13 novembre 2002 remplaçant l'annexe I de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets et l'annexe IV du règlement grand-ducal du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux.

(2) = Colonne réservée au symbole «\*», indiquant que le déchet concerné constitue un déchet dangereux au sens du règlement grand-ducal modifiée du 11 décembre 1996 relatif aux déchets dangereux

(3) = Mode de traitement des déchets en question conformément aux annexes I et II de la loi du 2 mars 2012 relative aux déchets

6) L'acceptation des déchets suivants est explicitement exclue:

- Déchets de chantier :

Déchets provenant d'activités de construction, de rénovation ou de démolition et contenant par exemple des restes de peintures, des emballages, des câbles électriques, des matières plastiques, etc.

- Déchets contaminés:

Déchets tels que repris au point 3) du présent chapitre mais contaminés par des substances:

- pouvant constituer un risque pour le sol, les eaux souterraines ou de surface ou pour l'environnement humain ou naturel en général et/ou
- qui présentent une ou plusieurs caractéristiques reprises à l'annexe V de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

En ce qui concerne spécifiquement les déchets destinés à être mis en décharge, des déchets qui présentent des contaminations dépassant les valeurs limites reprises à l'annexe II, point 2.3.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

N.B. : le dépassement des valeurs limites mentionnées au paragraphe précédent par la présence naturelle de substances dans les déchets inertes pour autant que ces déchets proviennent de la région où la décharge est située ne constitue pas une contamination au sens du présent arrêté.

- Déchets meubles:

Déchets liquides, semi-liquides, pulvérulents ou ayant d'une façon générale une consistance mettant en cause la stabilité propre de la décharge.

### *Concernant l'horaire de fonctionnement:*

7) L'exploitation de l'établissement est limitée aux jours ouvrables.

8) L'exploitation de l'établissement est limitée à la période allant de 7<sup>00</sup> heures à 17<sup>00</sup> heures.

## II) Modalités d'application

1) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être aménagé et exploité conformément à la demande du 23/09/2014 telle que complétée par la suite, sauf en ce qu'elle aurait de contraire aux dispositions du présent arrêté. Ainsi le dossier de demande fait partie intégrante du présent arrêté. L'original du dossier de demande, qui vu sa nature et sa taille, n'est pas joint au présent arrêté, peut être consulté par tout intéressé au siège de l'Administration de l'environnement, sans déplacement.

2) Lors d'un contrôle d'inspection, l'exploitant doit mettre à la disposition des autorités de contrôle compétentes une copie du présent arrêté d'exploitation ainsi que les résultats des contrôles imposés en relation avec la protection de l'environnement. Ces résultats des contrôles doivent être tenus à disposition sur le site d'exploitation pendant une durée de dix ans.



### III) Conditions particulières pour le centre régional pour la gestion de déchets inertes

#### *Condition de base:*

1) Toutes les installations doivent être réalisées et exploitées conformément aux règles de l'art qui se reflètent par les normes légalement applicables au Grand-Duché de Luxembourg. A défaut de normes spécifiques européennes et nationales, les normes les plus récentes de la République fédérale d'Allemagne servent de référence pour apprécier les règles de l'art.

#### *Concernant l'aménagement de l'entrée:*

2) L'accès vers le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être muni d'une porte solide, haute d'au moins deux (2) mètres. Cette porte doit être érigée selon les règles de l'art et maintenue en un parfait état d'entretien. En dehors des heures d'ouverture, cette porte doit être fermée à clef. La clef doit être disponible à tout moment auprès du responsable du centre régional ou de son représentant.

Une porte pour le centre régional pour la gestion de déchets inertes couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, s'il se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une porte remplissant les critères requis dans la présente disposition.

3) Un ou plusieurs panneaux d'information de taille suffisante, lisibles de loin et munies d'une écriture indélébile doivent être apposées à l'entrée de l'établissement. Ils doivent indiquer au moins les informations suivantes:

- le nom du centre régional pour la gestion de déchets inertes;
- le nom et l'adresse du responsable (comme mentionné plus loin);
- le numéro et la date des autorisations d'exploitation;
- l'interdiction de déposer des ordures.

#### *Concernant les aménagements spécifiques:*

4) Toutes les dispositions doivent être prises afin de prévenir toute intrusion de personnes non-autorisées dans les diverses sections du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

En particulier, l'ensemble du site doit être entouré d'une clôture solide, haute de deux (2) mètres au moins et érigée selon les règles de l'art.

Une clôture pour le site couvert par le présent arrêté en particulier n'est pas nécessaire, si l'établissement se trouve dans l'enceinte d'un site dûment autorisé et disposant déjà d'une clôture remplissant les critères requis dans la présente disposition.

5) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer d'un éclairage suffisant afin de permettre aux différentes personnes, dont plus particulièrement les personnes chargées du contrôle, d'accomplir leur fonction de façon optimale, même en période d'obscurité.

6) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être équipé d'extincteurs de feu appropriés en quantité suffisante aux endroits propices.

### *Concernant le gardiennage de l'établissement:*

7) La surveillance du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être rendue possible moyennant un équipement technique approprié.

8) L'exploitant doit effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer du bon état et du bon fonctionnement des équipements et infrastructures faisant partie du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

### *Concernant les données météorologiques:*

9) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour mesurer et enregistrer toutes les données météorologiques déterminées aux points 1.1. à 1.5. de l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

### *Concernant la décharge:*

#### *concernant le calendrier des phases de remblayage:*

10) Préalablement au démarrage des activités à la décharge, un calendrier des différentes phases de remblayage doit parvenir à l'Administration de l'environnement. Celui-ci doit régulièrement être mis à jour. Les changements y relatifs doivent être communiqués sans faute.

11) Le fond de la décharge doit être aménagé à l'aide de matériaux faiblement perméable d'une épaisseur d'au moins 50 cm.

#### *concernant l'intégration des déchets dans la décharge:*

12) L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire en respectant les dispositions suivantes :

- Les surfaces en exploitation doivent être réduites au minimum et de façon à procéder dans les meilleurs délais au recouvrement final des parties terminées de la décharge;
- L'exploitant doit disposer à tout moment d'équipements et de matériel suffisants pour assurer l'intégration sans délai des déchets dans le corps de la décharge. L'intégration des déchets dans le corps de la décharge doit se faire notamment en vue de réduire des tassements à un minimum et à long terme et de garantir la stabilité du corps de la décharge à long terme;
- Le corps de la décharge doit être construit de façon à ce qu'il soit stable en lui-même et par rapport à son voisinage;
- Toutes les mesures doivent être prises pour éviter des creux dans le corps de la décharge. A cet effet les déchets inertes doivent être incorporés en couches fines, n'excédant pas 100 cm et compactés à l'aide d'engins appropriés à la nature des déchets et aux conditions atmosphériques.

13) Une nouvelle phase d'exploitation ne peut être entamée qu'après que la phase précédente ait été convenablement finalisée dans la mesure du techniquement faisable. L'exploitation simultanée de deux phases ne peut être effectuée que sur accord écrit de



l'Administration de l'environnement sur demande motivée de l'exploitant ou en cas de situation exceptionnelle.

### *Concernant l'aménagement final de la décharge:*

14) A la fin de l'exploitation du centre régional pour la gestion pour déchets inertes non contaminés, la décharge doit être recouverte par une couche de matériaux faiblement perméables. L'épaisseur de cette couche doit être au moins de 30 cm. Cette couche doit être compactée, le cas échéant.

15) Suivant l'application de la couche en matériaux faiblement perméable, la décharge doit être recouverte par une couche de terre arable. A cette fin, la terre arable décapée préalablement à la réalisation de la carrière doit être prioritairement réutilisée. L'épaisseur de cette couche doit être de 50 cm au moins..

16) L'exploitant doit garantir la stabilité de ces ouvrages à long terme. Pour autant que nécessaire, une toison de stabilité doit être appliquée entre les différentes couches afin de subvenir à cette garantie

17) La topographie finale et les cotes d'altitudes finales reprises au dossier de demande doivent contenir tant la couche de matériel faiblement perméable que la couche de terre arable mentionnée aux points précédents.

### *Concernant l'activité de recyclage:*

18) Le recyclage de déchets inertes ne peut être effectué qu'à l'aide d'installations dûment autorisées. L'exploitant doit avertir l'Administration de l'environnement préalablement au démarrage des diverses campagnes de recyclage.

### *Concernant la zone de recyclage (phases 1 à 10):*

19) La zone de recyclage doit être aménagée près de la zone d'entrée, à l'ouest de l'établissement (partie de la zone de remblayage 14). La zone doit être clairement délimitée et signalisée comme telle. Elle doit être aménagée de façon à y permettre une manipulation des déchets en respectant les règles générales de sécurité, de salubrité et de propreté. En outre, l'exploitant doit prendre des mesures appropriées pour éviter une atteinte à l'environnement en provenance des déchets entreposés

### *Concernant les aires d'entreposage pour déchets recyclables et recyclés:*

20) La zone de recyclage doit comprendre, entre autres, deux aires séparées pour entreposer respectivement les déchets en attente d'un traitement et les matières recyclées. En plus, elle doit disposer d'une aire pour pouvoir entreposer temporairement des résidus extraits des déchets traités. Les aires doivent disposer d'un sol consolidé en un matériau reconnu résistant aux opérations et manœuvres usuelles lors de la manipulation des déchets et matières en question.

21) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour éviter le mélange des déchets en attente d'être recyclés avec les résidus entreposés temporairement et la matière recyclée ainsi que leur entraînement par les intempéries, les eaux de pluie ou de ruissellement.

### *Concernant l'aire d'entreposage pour les installations de recyclage:*

22) La zone destinée aux opérations de valorisation doit disposer d'une aire spécifique pour entreposer les installations mobiles de concassage et de criblage.

### *Concernant l'aire multifonctionnelle:*

23) Une aire multifonctionnelle doit être aménagée et délimitée dans la zone de recyclage. Elle doit pouvoir servir à l'entreposage des engins mis en œuvre dans le cadre de l'exploitation ainsi qu'à leur ravitaillement.

24) L'aire multifonctionnelle doit également pouvoir servir d'aire d'entreposage pour des déchets douteux amenés au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Des déchets non acceptables détectés lors du déchargement de déchets ou des déchets dont les formalités ne sont pas en règle doivent également pouvoir être entreposés sur cette aire. La capacité de stockage de l'aire en question doit être de 300 m<sup>3</sup> au moins.

25) L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour éviter le mélange des déchets entreposés sur l'aire multifonctionnelle ainsi que leur entraînement par les intempéries, les eaux de pluie ou de ruissellement.

## IV) Protection de l'air

### *Conditions de base :*

1) L'évacuation des émissions de gaz et de poussières doit se faire de la sorte à ne pas incommoder les voisins par de mauvaises odeurs, ni constituer un risque pour leur santé.

2) Tout brûlage à l'air libre est interdit sur le site.

### *Concernant l'aménagement des voies d'accès et des aires de manœuvres:*

3) Afin d'éviter l'envol de poussières notamment pendant les périodes sèches,

a) les chemins d'accès ainsi que les aires de manœuvres et de stockage situées en dehors du corps de la décharge proprement dite doivent:

- être consolidés à l'aide d'un revêtement de roulement (macadam, béton, gravier ou autre produit équivalent) ;
- être nettoyés convenablement moyennant des engins appropriés efficaces, garantissant un nettoyage sans envol de poussières;
- être arrosés régulièrement (le cas échéant).

b) les chemins d'accès sur le corps de la décharge proprement dite doivent être consolidés (stabilisés) à l'aide d'un matériau de roulement approprié (gravier ou autre produit équivalent). Les chemins d'accès doivent être entretenus en parfait état. En cas de besoin et notamment par temps sec ces chemins doivent, le cas échéant, être régulièrement arrosés.



- c) l'exploitant doit prévoir des mesures appropriées pour garantir le respect des limitations de vitesses en indiquant, par exemple : rouler au pas.
- d) les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur la voie publique. A cet effet des dispositions telles que le nettoyage/lavage des roues des véhicules doivent être prévues.

### *Concernant l'aménagement et l'exploitation de la décharge pour déchets inertes:*

4) L'exploitant doit, dans le cadre de l'aménagement et de l'exploitation de la décharge, mettre en œuvre des mesures appropriées (merlons, engazonnement, plantations, etc.) afin de réduire l'effet d'érosion éolienne et l'envol de poussières à un minimum.

5) Afin de limiter l'impact des émissions de poussières sur la population avoisinante au minimum pendant les périodes de temps sec, l'incorporation des matières inertes dans la décharge pendant ces périodes doit, dans la mesure du possible, se faire à l'endroit le plus éloigné des maisons d'habitation avoisinantes.

### *Concernant le stockage au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis:*

6) Les stockages au sol des matières à recycler ainsi que des produits intermédiaires et finis doivent, le cas échéant, être stabilisés de manière à limiter les envois de poussières à un minimum. A cette fin des mesures telles que l'humidification du stockage sont à mettre en œuvre, le cas échéant.

### *Concernant les groupes électrogènes destinés à l'alimentation du site en énergie électrique:*

7) Les groupes électrogènes utilisés pour la production d'énergie électrique, ayant une puissance inférieure à 200 kW doivent satisfaire aux critères de l'état actuel de la technologie et être réglés de façon à ce que les rejets de polluants soient limités au minimum.

### *Concernant les exigences en matière de l'installation de recyclage par concassage/criblage:*

8) L'installation doit être construite et exploitée de façon à ce que les émissions de poussières soient réduites au minimum. A cette fin:

- l'installation doit être munie d'un système de pulvérisation d'eau approprié et efficace afin de limiter la formation et l'envol de poussières au minimum, le cas échéant, des moyens supplémentaires doivent être mis en œuvre afin de garantir une protection efficace de l'environnement;
- la hauteur de déversement des produits doit être limitée à 2 mètres (produits déversés des convoyeurs).
- son emplacement doit être situé le plus loin possible des habitations.

## V) Protection des eaux

### *Concernant l'évacuation des eaux usées en général:*

1) Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans un cours d'eau récepteur des eaux et/ou des substances pouvant provoquer une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.

2) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter que les eaux de pluies et de ruissellement ne s'écoulent de façon incontrôlée sur le site du centre de gestion de déchets inertes ou qu'elles soient à l'origine de détériorations des cours d'eaux récepteurs ou de leur environnement.

### *Concernant les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures:*

3) Toutes les eaux polluées ou susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, p. ex. en provenance de l'installation de lavage de pneus et celles provenant de l'aire multifonctionnelle, doivent être traitées dans une installation de séparation de liquides légers (p.ex. hydrocarbures) avant d'être évacuées dans le bassin de rétention alimentant l'installation de lavage de pneus.

L'installation de séparation de liquides légers doit être conçue, réalisée et exploitée de façon à ne pas dépasser dans les effluents rejetés une teneur en hydrocarbures de 5 mg/l en tenant compte d'une intensité pluviale de 200 l/sec/ha.

L'installation doit être munie d'une fermeture automatique lorsque le niveau maximal de liquides séparés est atteint. Elle doit être munie d'un regard séparé placé en aval de l'installation de séparation, permettant la prise d'échantillons des eaux évacuées et de vérifier le bon fonctionnement de l'installation.

4) Les eaux de pluie qui ne sont pas polluées par des hydrocarbures ne doivent pas être raccordées à l'installation de séparation susmentionnée.

5) Les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux aux installations de séparation de liquides légers ainsi que les caniveaux mêmes et les joints doivent être parfaitement étanches aux produits pétroliers et à l'eau, de sorte à éviter toute infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol ou les eaux souterraines. La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

6) L'installation de séparation de liquides légers (p. ex. hydrocarbures) doit être maintenue en bon état de fonctionnement et débarrassée, au besoin, des boues et liquides retenus.

Il en est de même des caniveaux servant à recueillir les eaux qui doivent être régulièrement nettoyés de façon à ce qu'il n'y ait pas de dépôt de boues.

Les boues et les liquides en question sont à considérer comme déchets dangereux et à éliminer en tant que tels conformément à la législation applicable en la matière.

### *Concernant l'aire multifonctionnelle:*

7 Le lavage de véhicules et autres engins est interdit sur l'aire multifonctionnelle.



8) Les eaux résiduelles de l'aire multifonctionnelle doivent être traitées dans une installation de séparation de liquides légers (p.ex. hydrocarbures) avant d'être évacuées dans le bassin de rétention alimentant l'installation de lavage de pneus.

#### *Concernant l'utilisation de flocculants et de détergents:*

9) L'utilisation de flocculants et de détergents est interdite dans le cadre de l'exploitation de l'aire multifonctionnelle et de l'installation de lavage de pneus.

#### *Concernant l'installation de lavage de pneus:*

10) L'installation de lavage des pneus doit être aménagée de manière à ne pas provoquer des jaillissements d'eaux usées contaminées par des hydrocarbures aux alentours de l'installation de lavage.

11) L'installation de lavage des pneus doit disposer d'un bassin d'alimentation et de décantation dimensionné de façon appropriée et placé avant le séparateur de liquides légers. Le bassin en question doit être installé le long de l'installation de lavage de pneus et doit être adéquatement dimensionné.

12) L'installation fonctionnera en circuit-fermé.

#### *Concernant la collecte et l'évacuation des eaux superficielles sur le et en provenance du centre régional pour la gestion de déchets inertes:*

13) Les eaux excédentaires non-polluées en provenance des surfaces de la décharge seront évacuées vers les divers bassins de rétention.

14) Sur l'emprise des zones exploitées du centre régional pour la gestion de déchets inertes toutes les eaux superficielles non-polluées sont à collecter et à évacuer vers les divers bassins de rétention.

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter que des eaux en provenance des terrains limitrophes extérieurs ne puissent s'infiltrer sur l'aire de la décharge.

15) Les eaux superficielles en provenance du chemin d'accès principal sont à évacuer via le fossé de façon à ne pas porter atteinte à l'environnement et de ne pas influencer négativement la circulation sur la N8.

16) L'évacuation des eaux en question doit se faire de façon à éviter l'érosion des berges des cours d'eaux récepteurs et sans provoquer des nuisances pour la faune et la flore par des particules fines.

#### *Concernant la protection des eaux souterraines:*

17) L'exploitant doit prendre toutes les mesures opérationnelles et techniques requises afin de prévenir une éventuelle contamination des eaux souterraines par des déchets ou substances manipulés dans le cadre de l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

## *Concernant les piézomètres de contrôle pour eaux souterraines:*

18) Trois piézomètres doivent être aménagés conformément aux indications faites dans le rapport intitulé « Vorschlag zur Lage und zum Ausbau von Grundwassermessstellen – Erweiterung der genehmigten Inertstoffdeponie Typ II in Brouch » du 22 juillet 2014.

19) L'accès aux piézomètres doit être possible en tout temps. A cet effet, des chemins consolidés doivent être aménagés pour faciliter l'accès par les autorités compétentes en toute circonstance.

20) Au cas où, pour une raison quelconque, sur une période de plus de quatre saisons consécutives il n'était pas possible de trouver de l'eau dans les piézomètres, l'exploitant doit avertir l'Administration de l'environnement. Le cas échéant, des points d'implantation alternatifs peuvent être proposés par l'Administration de l'environnement.

## VI) Protection du sol et du sous-sol

### *Concernant le stockage et la manipulation de produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement :*

#### *conditions de base :*

1) L'entreposage de produits inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ne peut se faire que dans un ou plusieurs locaux spécialement désignés et aménagés à cet effet. En plus ces produits doivent être entreposés dans des récipients ou emballages répondant aux exigences arrêtées ci-dessous.

2) Le stockage et la manipulation de ces produits doit être effectuée sur des aires étanches et conçues de manière à retenir des fuites éventuelles.

3) Les matières entreposées doivent pouvoir être identifiées moyennant des enseignes (étiquettes) d'une taille appropriée permettant une identification bien compréhensible. En tout cas, les enseignes doivent indiquer, en caractères bien lisibles, le nom du produit et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

4) Les produits liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement doivent être stockés dans des réservoirs spécialement prévus à cet effet. Ces réservoirs doivent être adaptés, selon les meilleures connaissances techniques, au type de produits qu'ils contiennent.

5) Les produits de nature diverse qui au moment de leur contact peuvent donner lieu à des réactions chimiques et/ou physiques dont notamment le dégagement de chaleur ou de gaz toxiques, l'incendie ou l'explosion, doivent être exploités et entreposés de façon séparée de sorte que leur contact sous quelque forme que ce soit, soit rendu impossible.

6) L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

7) L'exploitant doit tenir en réserve un certain stock de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les produits chimiques accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.



*conditions en matière du stockage de produits liquides dans des récipients mobiles :*

8) Les produits chimiques liquides (huiles, graisses, solvants, acides, bases, etc.) doivent être contenus dans des récipients construits suivant les règles de l'art. Ces récipients doivent présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

9) Les récipients doivent être placés dans une cuve étanche aux produits stockés et à l'eau. Cette cuve doit avoir une capacité égale ou supérieure à la capacité du plus grand récipient augmentée de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la cuve. Dans le cas d'un seul récipient, la cuve doit avoir une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

10) Afin de garantir une étanchéité parfaite des cuves, celles-ci doivent être du type préfabriqué. Leur étanchéité pour le type de produit qu'elles peuvent contenir doit être certifiée, soit par leur fabricant, soit par un organisme agréé.

11) Les récipients contenant des produits incompatibles entre eux ne doivent pas être associés à une même rétention.

12) Des cuves ou des matériaux absorbants sont à prévoir en dessous des bouches de soutirage de récipients afin de pouvoir recueillir ou absorber d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement.

*Concernant le ravitaillement en carburant des engins de chantier:*

*en général:*

13) Seul le ravitaillement des engins et véhicules de chantier utilisés sur le site de la carrière et du centre régional pour la gestion de déchets inertes est couvert par le présent arrêté.

14) Le ravitaillement doit se faire sur l'aire multifonctionnelle spécialement réservée à cet effet.

15) Le ravitaillement des engins et véhicules de chantier doit se faire sans occasionner de fuite ou de perte de carburant. Les opérations de transvasement doivent être surveillées visuellement par au moins une personne.

16) Toute perte accidentelle d'hydrocarbures doit être immédiatement recueillie.

17) L'exploitant doit tenir en réserve un stock adéquat de produits fixants ou de produits absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les combustibles accidentellement répandus. Ces produits doivent être stockés en des endroits visibles et facilement accessibles, et avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. En outre, l'exploitant doit prévoir au moins un conteneur spécial pour la collecte et l'entreposage des produits absorbants usagés.

*concernant l'aire multifonctionnelle:*

18) Le sol de l'aire multifonctionnelle doit être uni et imperméable aux hydrocarbures et à l'eau jusqu'y compris les caniveaux recueillant les eaux de l'aire de distribution, afin de garantir une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans

le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les joints des caniveaux et les tuyaux de canalisation reliant les caniveaux à l'installation de séparation de liquides légers. L'étanchéité des tuyaux de canalisation en amont de l'installation de séparation ainsi que celle de l'installation de séparation doivent être contrôlées. Cette aire doit suffire aux normes applicables dont lieu au chapitre IV intitulé « Concernant les normes applicables » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

19) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures. Cette preuve doit être fournie en référence aux normes européennes et allemandes.

20) Un étanchement qui se ferait uniquement à l'aide de pavés en béton, même jointoyés, est interdit.

21) Le nombre de joints (Fugen) doit être limité au nécessaire.

22) Si l'étanchement se fait à l'aide d'un béton, les fissurations du béton sont à considérer comme étant très préjudiciables. Avant la mise en place du béton, la preuve doit être apportée qu'un type de béton adéquat sera appliqué.

23) En cas de déformation importante de la dalle ayant entraîné la rupture de celle-ci, cette dalle doit être renouvelée entièrement.

24) L'aire en question doit également servir à l'entreposage des engins mis en œuvre sur le site et au stockage temporaire de déchets non acceptables et/ou douteux détectés lors du contrôle visuel et de résidus provenant des opérations de recyclage préalablement à leur transfert vers une installation de traitement appropriée.

25) La pose des matériaux mis en œuvre doit se faire selon les instructions de pose du fabricant.

### *Concernant l'installation de lavage de pneus:*

26) L'installation de lavage y compris le bassin d'alimentation d'eau doit être unie et imperméable aux hydrocarbures et à l'eau afin de garantir une protection efficace contre l'infiltration d'hydrocarbures dans le sol, le sous-sol et les eaux souterraines. Il en est de même en ce qui concerne les tuyaux de canalisation reliant l'aire au bassin précité à travers l'installation de séparation de liquides légers. L'étanchéité des tuyaux de canalisation en amont et en aval de l'installation de séparation ainsi que celle de l'installation de séparation doivent être contrôlées.

27) L'exploitant doit prouver que les matériaux appliqués sont étanches aux hydrocarbures.

### *Concernant les exigences en matière des réservoirs mobiles à gasoil utilisés en relation avec l'installation de recyclage/concassage/criblage:*

#### *les exigences en général:*

28) Le(s) réservoir(s) servant au stockage de gasoil doi(ven)t présenter toutes les garanties nécessaires de solidité, de rigidité, de stabilité et d'étanchéité.

29) Tous les réservoirs et cuves doivent se trouver en parfait état d'étanchéité.

*concernant le(s) réservoir(s) aérien(s) à simple paroi:*

30) Le(s) réservoir(s) mobile(s) à simple paroi doi(ven)t être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une (de) cuve(s) étanche(s) aux produits stockés et à l'eau.

Cette (ces) cuve(s) doi(ven)t avoir une capacité égale ou supérieure

- à la moitié de la capacité totale des réservoirs qu'elle(s) contien(nen)t;
- à la capacité du plus grand réservoir augmenté de 10 % de la capacité totale des autres réservoirs contenus dans la (les) cuve(s).

Dans le cas d'un seul réservoir, la (les) cuve(s) aura (auront) une contenance au moins égale à la capacité du stockage.

Afin de garantir une étanchéité parfaite de la (des) cuve(s), celle(s)-ci doi(ven)t être du type préfabriqué. L'étanchéité pour le type de produit qu'elle(s) peu(ven)t contenir doit être certifiée par le fabricant.

Aucun écoulement automatique vers l'extérieur d'une cuve n'est admis.

31) Le(s) réservoir(s) mobile(s) et la (les) cuve(s) doivent être placés dans un conteneur fermé ou sous un auvent.

*concernant le(s) réservoir(s) aérien(s) à double paroi:*

32) Le(s) réservoir(s) à double paroi servant à stocker des hydrocarbures, doi(ven)t être muni(s) d'un dispositif de détection de fuite.

33) Toutes les ouvertures et tous les raccords doivent se trouver sur la partie supérieure du réservoir et au-dessus du liquide emmagasiné.

*Concernant l'entreposage de déchets non-acceptables et/ou de véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux:*

34) L'entreposage des conteneurs renfermant des déchets non acceptables et/ou des véhicules ou conteneurs transportant des déchets douteux doit se faire sur l'aire multifonctionnelle, spécialement prévue et aménagée à cet effet.

35) La durée d'entreposage doit être limitée à un minimum.

*Concernant le stockage des échantillons de déchets inertes douteux:*

36) Le stockage des échantillons doit se faire à l'abri des intempéries. A cette fin un local ou conteneur fermé, spécialement désigné et aménagé à cet effet, doit être prévu.

37) Les échantillons doivent être stockés dans des récipients étanches et résistants aux produits qu'ils sont susceptibles de contenir.

38) Le sol du local ou conteneur en question doit être muni d'un revêtement étanche et inattaquable par les produits susceptibles d'être entreposés. En outre, le sol en question ne doit pas être muni d'avaloir.

## VII) Lutte contre le bruit

### *Condition unique :*

1) Les conditions 1) à 2), 4) à 6) et 9) à 12) énumérées au chapitre VIII intitulé « Lutte contre le bruit et les vibrations » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont applicables.

## VIII) Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale du centre régional pour la gestion de déchets inertes

### *Condition unique :*

1) Les conditions énumérées au chapitre IX intitulé « Prévention et gestion des déchets en provenance de l'exploitation normale de l'établissement » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont également applicables pour le centre régional pour la gestion des déchets.

## IX) Phase chantier

### *Condition unique:*

1) Les conditions énumérées au chapitre X intitulé « Phase chantier » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont également applicables pour le centre régional pour la gestion des déchets.

## X) Dispositions particulières

### *Conditions de base :*

1) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, absorbants, etc..

2) Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la protection des travailleurs, des consignes, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'un incendie ;



- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du centre régional pour la gestion de déchets inertes, des services d'incendie et de secours, etc.;
- la localisation des aires de dépotage de déchets et la façon comment les différents déchets sont à collecter et à conditionner.

Les consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution de l'air, du sol, etc.).

3) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes et les abords de celui-ci, placés sous le contrôle de l'exploitant, doivent être aménagés et maintenus dans un état de propreté adéquate.

4) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la construction et l'exploitation pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou du sol et sous-sol.

### *Concernant les dispositions spécifiques relatives à un sinistre:*

5) L'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires en matière d'architecture, de technique et d'organisation du fonctionnement du centre régional pour la gestion de déchets inertes garantissant lors d'un sinistre une limitation des incidences sur l'environnement à un strict minimum.

### *Concernant les dispositions en matière d'assurance :*

6) L'exploitant doit contracter une assurance responsabilité civile couvrant, dans le cadre de ses activités, les dommages causés à des tiers du fait d'une atteinte à l'environnement par suite d'un incendie, d'une explosion ou tout autre événement accidentel.

L'environnement comprend les ressources naturelles telles que l'air, l'eau, le sol, la faune et la flore.

Cette assurance doit couvrir par sinistre un montant minimal de 2 millions d'Euro. Elle doit couvrir également la responsabilité civile de l'exploitant quant aux frais d'analyses engagés par les autorités publiques, ainsi que quant aux frais de dépollution du sol, de la nappe phréatique et des eaux courantes.

L'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un certificat reprenant l'objet et le numéro de l'autorisation d'exploitation afférente et indiquant les garanties de l'assurance précitée et le montant de la franchise de l'assurance. Ce certificat doit parvenir à l'administration avant la mise en exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes faisant l'objet de l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant doit autoriser la compagnie d'assurances à signaler à l'Administration de l'environnement toute modification, suspension ou annulation du contrat d'assurance requis.

En plus, l'exploitant doit fournir une information relative aux garanties de l'assurance incendie couvrant d'une part l'assainissement des bâtiments et de leur contenu se trouvant sur le site de l'exploitation, l'élimination des déchets ainsi que les frais d'analyse y relatifs, consécutifs à un incendie ou une explosion, et d'autre part la dépollution du sol sur le site même ainsi que les frais d'analyse y relatifs.

Cette assurance peut être combinée avec celle imposée dans le cadre du chapitre XI intitulé « Dispositions particulières » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.



## XI) Réception et contrôle du centre régional pour la gestion de déchets inertes

### *Concernant les exigences en général:*

1) Les conditions 1) à 7) énumérées au chapitre XII intitulé « Réception et contrôle de l'établissement » de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont applicables.

### *Concernant la réception des équipements, des installations et de la construction:*

2) L'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de réception du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ce rapport doit être présenté à l'Administration de l'environnement avant le démarrage des installations et/ou des activités du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Il doit contenir entre autres:

- une vérification de la conformité du centre régional pour la gestion de déchets inertes avec :
  - les informations et plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;
  - les indications et prescriptions du présent arrêté dont notamment les dispositions concernant le transport, le contrôle, l'entreposage, l'utilisation resp. le traitement et le suivi des déchets ainsi que la formation du personnel ;
- une vérification que les travaux de mise en place des installations, des équipements, de la construction et des dispositions techniques et antipollution ont été effectués suivant les règles de l'art ;
- mentionner toutes les modifications et/ou divergences éventuellement constatées ;

Au cas où le rapport de l'organisme agréé fait état de dispositions qui ne sont pas respectées, l'exploitant devra obligatoirement, dans les meilleurs délais mais au plus tard endéans un mois, introduire une prise de position en relation avec les faits constatés. Dans cette prise de position, devra figurer entre autres un échéancier détaillé et contraignant, renseignant sur les mesures et les délais envisagés pour satisfaire à l'intégralité des exigences.

Compte tenu de l'envergure et de la gravité des déficiences éventuellement constatées par l'organisme agréé, l'Administration de l'environnement peut s'opposer à une mise en exploitation directe de l'établissement et imposer à l'exploitant un délai endéans duquel il doit se conformer. La mise en exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes ne peut alors être entamée qu'après constatation par un organisme agréé de la conformité des installations et aménagements concernés.

### *Concernant le contrôle décennal (10 ans) :*

3) Tous les dix (10) ans, et la première fois dans un délai de dix (10) ans à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant doit charger un organisme agréé d'établir un rapport de contrôle des aménagements du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ce rapport décennal doit être présenté à l'Administration de l'environnement et doit indiquer :

- la conformité des équipements et des installations par rapport aux éléments autorisés par rapport au présent arrêté ministériel y compris par rapport aux indications et

plans figurant dans la demande d'autorisation (sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté) ;

- la conformité par rapport aux exigences de réception et de contrôle fixées dans le cadre du présent chapitre XI) pour ce qui est de la période des dix (10) ans écoulées ;
- toutes les modifications par rapport aux éléments autorisés par le présent arrêté ;
- proposer si nécessaire, des dispositions supplémentaires qui permettront de respecter les exigences du présent arrêté ;
- mentionner toutes les modifications éventuellement constatées.

### *Concernant l'exploitation du centre régional pour déchets inertes :*

#### *concernant le gardiennage du centre régional pour la gestion de déchets inertes:*

4) L'exploitant doit assurer que régulièrement, mais au moins trimestriellement, des contrôles concernant l'état des infrastructures telles que la clôture, le portail d'entrée, le panneau d'information, l'illumination, etc. soient réalisés. Le cas échéant, les défauts constatés sont à réparer dans les meilleurs délais.

La date et les résultats de ces contrôles, le nom de la ou des personnes ayant effectué le contrôle de même que les mesures prises, avec indication de la date, sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

#### *concernant les données météorologiques:*

5) Quotidiennement, les paramètres déterminés aux points 1.1. à 1.5. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 doivent être mesurés. Les données peuvent être collectées auprès de la station la plus proche du réseau météorologique national.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

#### *concernant le contrôle de la décharge durant la phase d'exploitation:*

6) L'exploitant doit contrôler régulièrement, mais au moins une fois par an, la conformité du remblayage (pentes des talus, hauteurs, formes, etc.) avec les indications contenues dans le dossier de demande ainsi qu'avec les prescriptions du présent arrêté.

La date et les résultats de ces contrôles sont à documenter dans le registre tel que mentionné au chapitre II, point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

7) L'exploitant doit procéder à une vérification annuelle de la planification des phases de la décharge et plus particulièrement des calculs de stabilité et de la capacité résiduelle.

La date et les résultats de ces vérifications sont à documenter dans le registre tel que mentionné au chapitre II, point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

## *Concernant la protection de l'air:*

*les contrôles des rejets de polluants émis dans l'atmosphère par l'installation de recyclage/concassage/criblage:*

8) Les émissions de polluants rejetées dans l'atmosphère par le(s) moteur(s) à combustion interne actionnant l'installation de recyclage/concassage/criblage ou le groupe électrogène doivent être contrôlées par un organisme agréé en la matière, une première fois avant ou lors de la première mise en exploitation de l'installation.

Ne peuvent être utilisés sur le chantier que des installations de recyclage/concassage/criblage qui ont été soumises au cours des trois années précédentes à un contrôle satisfaisant des rejets de polluants dans l'atmosphère, effectué par un organisme agréé.

Les pièces justificatives des contrôles relatifs aux rejets de polluants doivent être tenues à la disposition des agents de contrôle.

## *Concernant la protection des eaux:*

9) Les réseaux des eaux de surface doivent être exploités de façon qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence. Le bon fonctionnement doit être contrôlé périodiquement, mais au moins annuellement par l'exploitant.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

10) Les eaux de surface doivent être contrôlées conformément aux indications de l'annexe III, point 3.3. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Les analyses sur la composition des eaux doivent porter au moins sur les paramètres repris au chapitre 4.2. de l'annexe susmentionnée. Sur demande motivée de la part de l'exploitant, les paramètres à analyser peuvent être adaptés, le cas échéant.

La date et les résultats de ces contrôles et analyses sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

11) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six (6) mois, le bon fonctionnement de chaque installation de séparation de liquides légers, notamment le niveau d'eau et la quantité d'hydrocarbures retenus. La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

12) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six (6) mois, le bon état des piézomètres ainsi que leur accès.

La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

13) Les analyses des eaux souterraines doivent se faire en conformité avec les indications de l'annexe III, chapitre 4.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets, ceci tant pour la composition des eaux que pour leur niveau. Leur composition doit être contrôlée tous les quatre (4) mois, leur niveau tous les six (6) mois.





La date et les résultats de ces contrôles sont à noter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

### *Concernant le contrôle des conditions en matière de la protection du sol et du sous-sol:*

14) Tous les cinq ans, un organisme agréé doit vérifier la conformité des exigences prescrites dans le chapitre « Protection du sol et du sous-sol » en relation avec les cuves et réservoirs.

15) L'exploitant doit contrôler, au moins tous les six mois, l'état de l'aire multifonctionnelle et des joints. En cas d'une dalle en béton, les éventuelles fissures visibles doivent être bouchées par injection. Le cas échéant, les joints défectueux doivent être réparés.

16) L'exploitant doit faire contrôler par un organisme agréé l'étanchéité de tous les caniveaux, de toutes les canalisations et de tous les séparateurs d'hydrocarbures tous les cinq ans.

Il en est de même de l'état de l'aire multifonctionnelle et de l'installation de lavage de pneus et des joints en ce qui concerne l'étanchéité aux hydrocarbures de ceux-ci par rapport au sous-sol.

### *Concernant les contrôles en matière de la lutte contre le bruit:*

17) En cas de besoin, l'Administration de l'environnement pourra demander des contrôles supplémentaires de la situation acoustique.

### *Concernant le rapport annuel:*

18) Annuellement et au plus tard pour le 31 mars, l'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement un rapport indiquant pour chacune des périodes pendant lesquelles il a été procédé au recyclage de matières inertes :

- la durée des activités recyclage/concassage/criblage (date de début et de fin de chaque période);
- les coordonnées exactes de(s) l'exploitant(s) de(s) l'installation(s) de recyclage/concassage/criblage;
- la quantité de matières inertes traitées.

Le rapport dont lieu à la présente condition peut être intégré dans le rapport annuel tel qu'énoncé au chapitre II), point 9) de l'article 3 du présent arrêté.

## XII) Intégration de l'établissement dans le paysage

L'exploitant veillera à assurer l'intégration de son établissement dans le paysage.

### XIII) Mesures en cas d'incident grave ou d'accident

La condition 1) du chapitre XIV intitulé «Mesures en cas d'incident grave ou d'accident» de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est applicable.

### XIV) Désignation d'une personne de contact chargée des questions d'environnement:

L'exploitant doit désigner une personne de contact chargée des questions d'environnement et un remplaçant de ce dernier qui devront à tout moment pouvoir fournir les renseignements demandés par les autorités compétentes. Les noms de la personne de contact et du remplaçant sont à communiquer par écrit à l'Administration de l'environnement au plus tard le jour du début des activités. Toute substitution quant à la personne de contact ou à son remplaçant doit être signalée sans délai à l'Administration de l'environnement.

**Article 3:** Conditions fixées en vertu de la législation « déchets »:

#### I) Acceptation et contrôle des déchets

*Conditions de base:*

1) Les déchets ne peuvent être acceptés qu'aux fins précisées au tableau repris au point 3) du chapitre I de l'article 2 du présent arrêté.

*Concernant le contrôle des déchets:*

*les dispositions générales:*

2) Avant d'accepter des déchets au centre régional pour la gestion de déchets inertes, l'exploitant doit s'assurer que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

3) Aux fins d'application du point précédent, les déchets doivent subir un contrôle visuel à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes ainsi qu'un pesage préalablement à leur acceptation.

4) Lors du contrôle des déchets à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes les données énumérées aux points a) et b) de la condition 3) du chapitre II) de l'article 3 du présent arrêté sont à enregistrer dans le registre mentionné à cette condition.

5) Seuls des véhicules vérifiés et enregistrés conformément aux conditions 2) à 4) du présent chapitre peuvent accéder au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Ces véhicules sont à diriger, selon le cas, soit vers la zone de recyclage, soit vers la décharge.



6) Lors de tout déchargement de déchet une personne désignée par le responsable du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit procéder au contrôle visuel (Schüttkontrolle). Le contrôle lors du déchargement doit permettre l'inspection visuelle des déchets inertes préalablement à leur entreposage en vue d'un recyclage ou, le cas échéant, à leur incorporation dans le corps de la décharge.

*les mesures à prendre en cas d'arrivages non conformes:*

7) Au cas où le contrôle à l'entrée ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables au centre régional pour la gestion de déchets inertes, les déchets en question doivent être refusés. L'Administration de l'environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.

8) Au cas où le contrôle visuel lors du déchargement ferait apparaître des déchets qui ne sont pas acceptables au centre régional pour la gestion de déchets inertes ceux-ci doivent être collectés, entreposés de façon appropriée et valorisés ou éliminés selon un procédé conforme à leur nature et dans des installations dûment autorisées.

9) L'exploitant peut obliger le détenteur ou le transporteur des déchets refusés à les reprendre en vue de leur valorisation ou de leur élimination appropriées. Dans la mesure du possible, ces personnes sont alors à informer des possibilités qui existent pour la valorisation ou l'élimination appropriées des déchets en question.

10) Les natures et les quantités de déchets ainsi détectés et les mesures prises sont à inscrire dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté ensemble avec les informations relatives à la livraison en question. L'Administration de l'environnement doit en être informée dans les meilleurs délais.

*les véhicules/conteneurs renfermant des déchets douteux:*

11) Au cas où il existe une présomption relative à la présence d'une contamination des déchets par des substances dangereuses, aucun déchargement ne peut avoir lieu sans que des analyses aient fourni la preuve que les déchets soient conformes aux dispositions du présent arrêté. Pour le cas où le véhicule est immobilisé à l'intérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes, le véhicule ou conteneur en question doit être entreposé sur l'aire spécialement prévue à cet effet.

12) Lorsqu'il existe des soupçons concernant une contamination avec des substances ou éléments autres que ceux mentionnés à l'annexe II, point 2.3.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets, au moins deux échantillons représentatifs des déchets en question sont pris et analysés afin d'identifier le produit et de vérifier son aptitude à être admis au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Durant la période des analyses, le véhicule ou le conteneur restent immobilisés sur l'aire de stationnement pour véhicules et conteneurs douteux.

13) Pour chaque échantillon ainsi pris, une partie témoin doit être gardée pour une durée d'au moins un an. Les résultats des analyses sont à documenter dans le registre tel qu'énoncé au chapitre II), point 3) de l'article 3 du présent arrêté.

14) La prise des échantillons ainsi que l'exécution des analyses dont lieu aux points précédents, sont faites par un organisme agréé conformément à la loi du 21 avril 1993, relative à l'agrément de personnes physiques et morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le

domaine de l'environnement. Les frais de la prise d'échantillons et des analyses sont à charge du transporteur, respectivement du producteur ou du détenteur du déchet.

15) Pour le cas où le transporteur refuse de faire analyser les déchets et qu'il repart du centre régional pour la gestion de déchets inertes, l'exploitant doit tout de suite informer l'Administration de l'environnement en indiquant les informations suivantes:

- le nom du transporteur ;
- la date et l'heure de l'incident ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule concerné;
- la quantité en unités de poids ou de volume;
- la matière polluante soupçonnée être dans les matières inertes;
- toute autre information utile ou connue (origine, destination éventuelle, etc.).

## II) L'information, la documentation et le personnel

### *Concernant le règlement d'ordre interne:*

1) Au plus tard, six mois après la date du présent arrêté, l'exploitant doit avoir mis à jour le règlement d'ordre interne. Ce règlement doit inclure les prescriptions principales relatives à la sécurité et à l'ordre à l'intérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes ainsi que, le cas échéant, les dispositions concernant l'acceptation de déchets. Il doit être régulièrement mis à jour. Sa version initiale ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées doivent être communiquées sans délai aux autorités de contrôle compétentes.

2) Le règlement d'ordre interne doit également être respecté par les utilisateurs du centre régional pour la gestion de déchets inertes. A ces fins, il doit être affiché de façon claire et lisible au moins à l'entrée du centre régional pour la gestion de déchets inertes. En cas de conclusions de contrats entre l'exploitant du centre régional pour la gestion de déchets inertes et le détenteur de déchets, les dispositions relatives à l'acceptation de déchets doivent faire partie intégrante des contrats en question.

### *Concernant la tenue du registre:*

3) L'exploitant doit tenir un registre dans lequel toutes les données importantes relatives à la gestion du centre régional pour la gestion de déchets inertes sont inscrites. Le registre doit être instauré avant la mise en service du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Au moins les informations suivantes sont à enregistrer :

- a) Les indications détaillées concernant les déchets acceptés destinés à la mise en décharge:
- La nature de déchets acceptés, en indiquant le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée;
  - La quantité en unités de poids ;
  - L'origine des déchets (commune, N° du chantier, etc.) ;
  - Le secteur d'origine (état, communal, particulier, économie privé, collecte communale, résidus de recyclage) ;
  - Le nom et l'adresse exacte du producteur ou du détenteur du déchet.



- La date et l'heure de réception ;
  - L'identification du moyen de transport ;
  - Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
  - Le cas échéant, le numéro du document d'accompagnement conformément aux dispositions légales relatives aux transferts de déchets.
- b) Les indications détaillées concernant les déchets recyclés:
- La quantité des déchets recyclés en unités de poids ;
  - La nature de déchets recyclés, en indiquant le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée;
  - La date du traitement et les installations mises en œuvre;
  - Le nom de l'opérateur;
  - Le taux de recyclage obtenu.
- c) Les indications détaillées concernant les matériaux quittant le centre régional pour la gestion de déchets inertes :
- La nature des matériaux avec, le cas échéant, le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée ;
  - La quantité en unités de poids ;
  - La destination avec le cas échéant, indication exacte des coordonnées du destinataire (adresse, parcelles cadastrales, bornes, marques, etc.) ;
  - L'identification du moyen de transport ;
  - Le nom et l'adresse exacte du transporteur.
- d) Les résultats des contrôles et, le cas échéant, les analyses effectués par l'exploitant du centre régional pour la gestion de déchets inertes conformément aux indications du chapitre XI de l'article 2 et du chapitre I de l'article 3 du présent arrêté ;
- e) Les événements particuliers, dont notamment des incidents quelconques avec indication des causes probables et des mesures prises ;
- f) Les heures de fonctionnement et les heures d'arrêt des installations du centre régional pour la gestion de déchets inertes ;
- g) La nature et l'envergure des travaux de maintenance ;
- 4) En outre, toutes les autres preuves éventuellement requises par les autorités compétentes ainsi que les résultats afférents sont à inscrire dans le registre.
- 5) Le cas échéant, le registre peut être subdivisé en chapitres ou dossiers séparés. Dans ce cas, les dispositions concernant le registre sont applicables respectivement pour les différents chapitres et/ou dossiers.
- 6) Le registre doit être certifié au moins une fois par semaine par le responsable du centre régional pour la gestion de déchets inertes ou par son représentant.
- 7) Le registre doit être tenu par des moyens informatiques. Des sauvegardes régulières ou tout autre procédé approprié doivent garantir que les données ne peuvent pas être perdues. L'accès au programme et aux données y relatives doit être rendu impossible à toute personne non autorisée.

8) Le registre doit pouvoir être rendu disponible de façon claire et lisible à tout moment aux autorités compétentes.

### *Concernant le rapport annuel*

9) Pour le 31 mars au plus tard, l'exploitant doit faire parvenir à l'administration de l'Environnement un rapport annuel de l'année précédente. Ce rapport doit mentionner au moins les points suivants :

- a) Un résumé des données reprises aux points II) 3) a), b), c), e), f) et g) de l'article 3 du présent arrêté;
- b) Les données reprises au point II) 3) d) de l'article 3 du présent arrêté;
- c) L'indication des volumes des différentes matières entreposées au centre régional pour la gestion de déchets inertes au moment de la rédaction du rapport annuel. (en attente d'être recyclées, recyclées, résidus extraits, etc.).
- d) Le volume résiduel de la décharge au moment de la rédaction du rapport annuel ;
- e) Les mises à jour des calendriers des phases de remblayage ;

Pour les données reprises au chapitre II), point 3) d) et e) de l'article 3 du présent arrêté une évaluation doit être effectuée par l'exploitant.

Le cas échéant, l'Administration de l'environnement peut prescrire l'utilisation d'un format préétabli.

### *Concernant l'archivage des informations:*

10) Le registre tel que mentionné au point II) 3) et le rapport tel que mentionné au point II) 9) de l'article 3 du présent arrêté doivent être gardés au moins jusqu'au moment où les autorités ont libéré le centre régional pour la gestion de déchets inertes du suivi et du contrôle après sa fermeture. La conservation du registre durant cette période doit se faire sur un support et dans des conditions à garantir le maintien de l'information y contenue.

### *Concernant le personnel:*

#### *les dispositions générales:*

11) L'exploitant doit prévoir à tout moment la présence de personnel en nombre suffisant pour assumer le bon fonctionnement du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le personnel doit être qualifié pour les tâches auxquelles il est affecté. La qualification peut être acquise soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.

12) Le centre régional pour la gestion de déchets inertes doit disposer d'une section s'occupant essentiellement des contrôles à effectuer conformément au chapitre I du présent article. Seul le personnel de cette section peut procéder aux contrôles en question.

13) Le personnel dirigeant doit présenter des connaissances approfondies dans la matière qui lui permettent de gérer le centre régional pour la gestion de déchets inertes sans compromettre la qualité de l'environnement humain et naturel.



Les connaissances approfondies peuvent être acquises soit par une formation appropriée, soit par une expérience pratique de plusieurs années.

14) Le personnel dirigeant est responsable pour les instructions et la formation continue du personnel.

#### *le manuel sur les procédures de travail:*

15) Aux fins d'application du point précédent, le personnel dirigeant doit rédiger, préalablement à la mise en service du centre régional pour la gestion de déchets inertes, un manuel renseignant sur les différentes procédures de travail. Le manuel doit toutefois disposer d'une identification unique. De façon régulière, mais au moins une fois par an, ce manuel doit être revu et, le cas échéant, complété ou modifié. Chaque chapitre du manuel doit porter la date de sa rédaction ou de sa dernière modification.

Un exemplaire du manuel et de toutes ses modifications doit être remis à chaque personne travaillant au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Un exemplaire supplémentaire doit être gardé au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Sur demande, une copie du manuel doit être transmise à l'Administration de l'environnement.

16) Le manuel doit obligatoirement comporter les points suivants:

- l'ensemble des procédures de travail et de maintenance;
- l'ensemble des procédures de contrôle requises pour l'acceptation des déchets;
- les procédures de contrôle du centre régional pour la gestion de déchets inertes;
- les obligations d'information et de documentation;
- l'ensemble des procédures requises pour assurer la sécurité du centre régional pour la gestion de déchets inertes et pour éviter des pollutions ou des nuisances quelconques;
- l'ensemble des actions ou mesures à prendre en cas d'alarme ou de sinistre;
- l'ensemble des procédures à mettre en œuvre en cas d'un incident quelconque;
- les noms, adresses et numéros de téléphone des personnes ou instances à informer en cas de sinistre;
- les tâches et les responsabilités de chaque personne travaillant dans le centre régional pour la gestion de déchets inertes.

#### *les cours de formation spécifiques:*

17) Aux fins d'application de la condition 14) du présent chapitre, le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes établit des cours de formation spécifiques pour les autres employés. Ces cours doivent notamment porter sur les sujets suivants:

- les différents risques, les mesures pour les éviter et les actions concrètes lors d'un accident ou d'un sinistre;
- l'utilisation correcte des différents dispositifs et équipements de protection;
- les différentes procédures de travail;
- les caractéristiques des différents produits manipulés.

Chaque cours de formation a une durée de validité de 2 ans au maximum. Après ce délai, le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit

obligatoirement réviser les cours et, le cas échéant, les remettre à jour. Les cours doivent également être revus lorsque des procédures de travail ont été substantiellement modifiées.

18) Le personnel dirigeant du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit veiller à ce que chaque employé participe régulièrement, mais au moins tous les deux ans, à des cycles complets de formation. Il tiendra un registre de la mise à jour des cours de formation et des cycles de formation auxquels ont participé les différents employés. Il peut déléguer ces tâches à une tierce personne qualifiée en la matière.

### III) Les conditions particulières

#### *Concernant la garantie financière:*

1) L'exploitant est tenu de mettre à jour la garantie financière destinée à couvrir les frais estimés des procédures de désaffectation et, le cas échéant, les opérations de gestion postérieure du site d'exploitation.

A cette fin, l'exploitant devra soumettre à l'Administration de l'environnement pour approbation, au plus tard trois mois après la date du présent arrêté, un relevé détaillé des coûts supplémentaires de remise en état du site en cas de cessation des activités. Ce relevé doit notamment prendre en considération, entre autres, les points suivants:

- Les coûts de l'évacuation, de la valorisation et/ou de l'élimination des déchets encore entreposés sur le site (ce point est à considérer pour le cas le plus défavorable) ;
- Les frais d'évacuation et, le cas échéant, d'assainissement des équipements se trouvant sur le site (conteneurs, aires consolidées, fondations, etc.) ;
- Les dispositions générales de remise en état du site pour l'intégrer dans le milieu environnant ;  
tombent sous l'application du présent point:
  - L'enlèvement de la clôture entourant le site ainsi que du portail d'entrée ;
  - L'enlèvement de la chaussée d'accès ;
  - L'apport de matériaux faiblement perméable et de terre arable pour les plantations ;
  - Le cas échéant, l'aménagement final de la décharge non encore comblée ;
  - Le cas échéant, les plantations requises en vue d'une réintégration dans le milieu environnant.
- Les frais de gestion postérieure du site;  
tombent sous l'application de ce point:
  - Le contrôle des tassements de la décharge conformément aux prescriptions de l'annexe III, point 5. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets et la réparation des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
  - Le cas échéant, le contrôle des bassins de rétention ainsi que de leur fonctionnalité et les réparations des dégâts éventuellement constatés durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge ;
  - La prise d'échantillons et le contrôle de qualité des eaux souterraines dans les piézomètres et, le cas échéant, des eaux dans les bassins de rétention



conformément aux prescriptions de l'annexe III, point 4. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets durant aux moins les cinq années suivant la fermeture de la décharge.

2) En même temps, l'exploitant doit faire parvenir pour approbation à l'Administration de l'environnement une ou plusieurs propositions comment il entend constituer cette garantie financière.

#### IV) La cessation d'activités

##### *Concernant les dispositions générales:*

1) La cessation des activités du centre régional pour la gestion de déchets inertes doit être annoncée à l'Administration de l'environnement dans les meilleurs délais mais au moins six mois au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant doit fournir à l'Administration de l'environnement un inventaire détaillé des déchets encore entreposés au centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas échéant, il doit informer l'Administration de l'environnement de tout déchet ou substance de laquelle il a connaissance qu'elle constitue un problème du point de vue de la valorisation et/ou de l'élimination.

2) Après désaffectation, preuve doit être fournie par l'exploitant par le biais d'un organisme agréé que le site où le centre régional était exploité est exempt de déchets, ou de résidus provenant du traitement de déchets effectué par l'exploitant, au sens de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets. A cet effet, l'organisme agréé doit présenter à l'Administration de l'environnement un rapport circonstancié indiquant au moins les informations suivantes :

- a) Les documents prouvant que les différentes aires de travail sont exemptes de contaminations ou autres souillures ;
- b) Les documents prouvant que les bassins de décantation, les séparateurs de matières légères et installations similaires ont été nettoyés.
- c) Pour tous les matériaux, déchets et résidus quittant le centre régional désaffecté pour la gestion de déchets inertes, les indications suivantes sont à présenter :
  - La nature des matériaux avec, le cas échéant, le code européen de déchets et la dénomination du déchet communément utilisée ;
  - La quantité en unités de poids ;
  - La destination avec indication exacte des coordonnées du destinataire (nom de la société, nom du responsable, adresse complète, téléphone, etc.) ;
  - Le nom et l'adresse exacte du transporteur ;
  - L'identification du moyen de transport ;
- d) Les plans et documents afférents prouvant que la topographie du site correspond aux indications du dossier de demande ;
- e) Les indications sur les aménagements réalisés dans le cadre de la désaffectation du site (évacuation des eaux, plantations, etc.) ;
- f) Toutes autres informations pertinentes en relation avec la désaffectation du site.

*Concernant les conditions spécifiques pour la désaffectation du site:  
concernant les déchets acceptés au cours de l'exploitation normale:*

3) L'exploitant est responsable pour l'évacuation, la valorisation et/ou l'élimination appropriée des déchets ou autres résidus provenant du traitement de déchets effectué au centre régional pour la gestion de déchets inertes et encore entreposés sur le site. La désaffectation du centre régional pour la gestion de déchets inertes ne porte pas préjudice à la présente disposition. La présente disposition ne concerne pas les déchets mis en décharge conformément aux prescriptions du présent arrêté.

*concernant les infrastructures et installations mises en œuvre en relation avec le traitement de déchets:*

4) L'exploitant est tenu d'assurer le nettoyage et la démolition ou l'enlèvement des infrastructures ayant servi à l'exploitation du centre régional pour la gestion de déchets inertes et le transfert des déchets qui en proviennent vers des établissements de valorisation et/ou d'élimination appropriés. Les produits de nettoyage souillés par les déchets ou les résidus de déchets et, le cas échéant, les déchets provenant de la démolition des installations ou bâtiments doivent être, soit réutilisés ailleurs, soit être évacués vers des établissements de valorisation ou d'élimination appropriés.

*concernant la remise en état du site:*

5) Le site doit être remis en état conformément aux plans et indications mentionnées dans le dossier de demande.

6) Le cas échéant, si des déchets sont utilisés pour subvenir aux besoins du point précédent (terres de remblayage, etc.), l'Administration de l'environnement doit en être informée au préalable. Dans ce contexte, l'exploitant fournira à l'Administration de l'environnement des informations quant aux quantités et qualités de déchets envisagés à être utilisés ainsi qu'à leur provenance.

7) L'exploitant doit assurer le recouvrement de l'aire de la décharge par une couche de terre arable d'une épaisseur appropriée aux plantations prévues. Aux endroits où des plantations arboricoles sont prévues, l'épaisseur de la couche de terre arable doit être de 50 cm au moins. La terre décapée telle que mentionnée au chapitre III de l'article 2 du présent arrêté n'est pas considérée comme déchet au sens de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets.

*Concernant la gestion postérieure du site:*

*les dispositions générales:*

8) Après désaffectation de la décharge, l'exploitant doit continuer à assumer la responsabilité du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Il ne peut être libéré de cette responsabilité que sur demande expresse auprès du Ministre ayant dans ses attributions l'environnement et ceci au plus tôt cinq ans après la désaffectation définitive de la décharge. En cas de constatations d'anomalies au cours du suivi, l'Administration de l'environnement doit en être informée immédiatement. L'exploitant est tenu de prendre les mesures compensatoires qui s'imposent.

9) L'exploitant doit prévoir et entretenir les infrastructures nécessaires permettant de mesurer les paramètres dont lieu à l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24

février 2003 concernant la mise en décharge des déchets dont plus particulièrement les points 1.1., 1.2., 1.4., 1.5., 3.3., 5.1., 5.2. et les paramètres mentionnés au chapitre 4.2..

10) L'exploitant doit tenir un registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes dans lequel toutes les informations en relation avec le suivi après désaffectation du site sont enregistrées. Le registre doit être tenu par des moyens informatiques. Il doit pouvoir être présenté aux autorités compétentes sur toute demande.

#### *les données météorologiques:*

11) Les données concernant le volume des précipitations, les températures minimales et maximales, l'évaporation et l'humidité atmosphérique doivent être enregistrées conformément aux indications de l'annexe III du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets. Les données peuvent être collectées auprès de la station la plus proche du réseau météorologique national. Elles doivent être documentées dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

#### *les eaux de surface:*

12) L'exploitant doit prendre les mesures techniques et opérationnelles nécessaires pour assurer que les eaux de surface, provenant du site de la décharge, continuent à être collectées et évacuées de façon contrôlée. Cette évacuation doit se faire sans porter atteinte à l'environnement humain et naturel pendant toute la durée du suivi postérieur du site. Le cas échéant, les eaux doivent être soumises à un traitement approprié.

13) Les eaux de surfaces doivent être contrôlées et analysées au moins trimestriellement. Cette opération doit couvrir le volume des eaux de surface ainsi que leur composition dont plus particulièrement la valeur pH, conductivité électrique, température, DCO et TOC. En cas de constatation d'anomalies, la fréquence des analyses et les paramètres à analyser peuvent être augmentés. Les résultats de ces analyses doivent être documentés dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

#### *les eaux souterraines:*

14) Durant la phase de gestion postérieure, l'exploitant doit effectuer régulièrement des contrôles sur la qualité des eaux prélevées dans les piézomètres ainsi que sur les niveaux de ces eaux. Les analyses doivent porter au moins sur les paramètres, déterminés à l'annexe III, point 4.2. du règlement grand-ducal modifié du 24 février 2003 concernant la mise en décharge de déchets.

Les analyses doivent être réalisées trimestriellement. Les niveaux des eaux souterraines doivent être contrôlés au moins deux fois par an. Les résultats de ces contrôles et analyses doivent être documentés dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

#### *la topographie du site:*

15) L'exploitant est tenu de contrôler régulièrement mais au moins deux fois par an le comportement de tassement du corps de la décharge tout au long de la durée du suivi postérieur du site. En outre, les informations qui en proviennent devront être vérifiables, comparables et localisables.

16) L'exploitant est tenu de documenter les constatations faites lors de la visite du site durant les campagnes de contrôle et d'analyses. Il donnera une appréciation générale de la situation de l'ensemble du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas

échéant, les mesures spécifiques prises pour remédier à des situations où des phénomènes d'érosion ou de dégradation en général ont été constatés sont à enregistrer. Toutes ces données sont à maintenir dans le registre de suivi postérieur du centre régional pour la gestion de déchets inertes.

#### *le rapport annuel:*

17) Pour le 31 mars de l'année suivante, au plus tard, un rapport annuel comportant au moins les résultats des contrôles et analyses mentionnés au présent chapitre doit être envoyé à l'Administration de l'environnement.

18) Le rapport mentionné au point précédent doit contenir en outre, des indications concernant constatations faites lors de la visite du site durant les campagnes de contrôle et d'analyses ainsi qu'une appréciation générale de la situation de l'ensemble du centre régional pour la gestion de déchets inertes. Le cas échéant, les mesures spécifiques sont à préciser pour remédier à des situations où des phénomènes d'érosion ou de dégradation en général ont été constatés.

19) Au cas où les résultats des analyses montrent une anomalie quelconque, l'exploitant est tenu de faire parvenir les résultats à l'Administration de l'environnement dans les plus brefs délais avec indication des détails concernant la prise d'échantillons et des causes probables.

20) Le cas échéant et sur avis motivé, l'Administration de l'environnement peut prescrire à l'exploitant des analyses supplémentaires et préciser l'envergure des analyses ainsi que les normes, valeurs guides et modalités applicables.

#### *l'aménagement final:*

21) Des aménagements finaux ne peuvent être réalisés que lorsqu'il est établi que le corps de la décharge n'est plus sujet à des tassements majeurs. Le cas échéant, des plantations et autres aménagements finaux prévus sur la décharge désaffectée et endommagés par des tassements, glissements ou autres événements devront être renouvelés dans les meilleurs délais aux frais de l'exploitant durant la phase de gestion postérieure du site.

#### **Article 4:**

L'exploitant doit faire parvenir à l'Administration de l'environnement, dans les 6 mois à partir de la date du présent arrêté, un plan d'échantillonnage réalisé conformément aux prescriptions du « guide méthodologique pour l'établissement des plans d'échantillonnage dans le cadre des études diagnostiques de pollution des sols » établi par l'Administration de l'environnement et daté au 16/01/2015 et couvrant :

- l'ancienne aire de ravitaillement pour engins mis en œuvre sur le site et
- le réservoir afférent de 30'000 litres pour gasoil

tels qu'ils ont été autorisés par l'arrêté ministériel n° 1/03/0603 du 05/06/2008 délivré par le Ministre de l'environnement en vertu de la législation relative aux établissements classés.



**Article 5:** Le présent arrêté abroge l'arrêté ministériel n° 1/03/0603 du 05/06/2008 délivré en vertu de la législation relative aux établissements classés et l'arrêté ministériel n° 03/PD/05 du 05/06/2008 délivré en vertu de la législation relative à la prévention et à la gestion des déchets dès qu'il est coulé en force de chose décidée, le cas échéant, après réformation.

**Article 6:** Le présent arrêté est transmis en original à la société CARRIERES FEIDT S.A. pour lui servir de titre, et en copie :

- à la société ENECO S.A. pour information ;
- à l'administration communale de Mersch aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

**Article 7:** Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Pour la Ministre de l'Environnement

  
Monsieur Robert Schmit  
Directeur de l'Administration de l'environnement

